Proche-Orient 1914-2010

La région disputée par deux peuples, israélien et palestinien, est depuis plus d'un demi-siècle un des plus incandescents foyers de tension de la planète.

Comment et pourquoi a émergé une situation qui, aujourd'hui, apparaît inextricable ? Quel rôle ont joué les grandes puissances, leurs intrigues diplomatiques et leurs interventions directes ? Quels ont été les choix qui, au lieu de favoriser l'entente fraternelle de deux peuples déterminés à vivre sur le même territoire, ont au contraire élargi le fossé entre eux ?

Comprendre le passé qui a conduit à une impasse en faisant d'un peuple le geôlier d'un autre est la condition préalable pour réfléchir sur un avenir où les deux peuples se compléteraient au lieu de se combattre.

La collection **Éclairage** a pour ambition de contribuer à la compréhension de la marche de l'histoire et d'apporter son éclairage sur les éléments du passé, lointain ou proche, dont l'influence se propage dans l'actualité politique ou sociale.

ISBN 978-2915727-21-0

Prix TTC : 8 €

Photo de couverture
Le mur de séparation
entre Israël et la Cisjordanie.
© LBC

www.lesbonscaracteres.com

Éclairage

Proche-Orient 1914-2010

1

lbc

Éclairage

Histoire



Proche-Orient 1914-2010

Les origines du conflit israélo-palestinien

Marc Rémy

les bons caractères lbc

Éclairage
Histoire

– n°1 –

Proche-Orient 1914-2010

Les origines du conflit israélo-palestinien

Marc Rémy

LES BONS CARACTÈRES
6, rue Florian – 93500 Pantin

Tous droits réservés
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2915727-21-0
Dépôt légal 2e trimestre 2010

Introduction

L'annonce par le gouvernement Netanyahou, en novembre 2009, d'un « gel de la colonisation » destiné à relancer le « processus de paix » et, simultanément, de la construction de centaines de logements à Jérusalem-Est, dans un secteur à majorité arabe annexé en 1967, a été ressentie comme une provocation par la population palestinienne.

Peuples juif et palestinien sont aujourd'hui dans une impasse sanglante.

Le gouvernement Netanyahou, mis en place en février 2009, est l'un des plus ouvertement hostiles au peuple palestinien qu'il y ait eu depuis longtemps. Mais tous les gouvernements israéliens qui l'ont précédé ont mené la même politique au nom de la sécurité d'Israël et de son peuple. Une politique qui a aggravé l'oppression du peuple palestinien, rendu sa situation matérielle intenable, et creusé un fossé de sang et de haine entre les deux peuples.

Pour comprendre comment on en est arrivé là, et s'interroger sur les solutions possibles, il est nécessaire de rappeler le contexte dans lequel l'État d'Israël a été créé, et s'est construit, du mouvement d'immigration des Juifs en Palestine avant la Première Guerre mondiale à l'arrivée au pouvoir, en février 2009, de Netanyahou. Une histoire marquée, de bout en bout, par l'intervention des grandes puissances dans la région – le Royaume-Uni jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis depuis. Car ce sont bien les dirigeants des grandes puissances qui, tout au long du vingtième siècle, ont contribué à dresser Juifs et Palestiniens les uns contre les autres pour mieux asseoir leur domination sur cette région du monde.

Chapitre I

La Palestine, de l'Empire ottoman au mandat britannique (1920)

La Palestine au sein de l'Empire ottoman

Avant 1914, la Palestine ne constituait pas une entité politique ni même administrative distincte. Depuis la fin du XV^e^ siècle, elle faisait partie de l'Empire ottoman qui, au sommet de sa puissance, s'étendait de la péninsule Arabique aux Balkans et englobait l'essentiel du Moyen-Orient et du Maghreb.

La Palestine ne constituait même pas une province de cet empire. En 1914, elle était divisée en deux : la partie nord intégrée dans un *vilayet* (une province de l'Empire ottoman, dirigée par un gouverneur, représentant du sultan) comprenait le Liban actuel, tandis que la partie plus au sud, avec la ville de Jérusalem, était sous le contrôle direct du sultan. La ville dite sainte – trois fois sainte puisqu'elle l'était aussi bien pour les juifs, les chrétiens et les musulmans – représentait un enjeu trop sérieux pour être administrée par un simple gouverneur…

Cette intégration de longue date dans un empire ne connaissant pas de frontières internes a favorisé un important brassage de populations dans cette région : des Juifs, des Arabes, en majorité musulmans – sunnites ou chiites –, des Druzes, ainsi qu'une importante minorité chrétienne.

Au début du XIX^e^ siècle, l'Empire ottoman était entré dans une phase de déclin, tant sur le plan économique que politique. L'Europe occidentale, grâce à l'essor du capitalisme, connaissait au contraire un puissant développement économique qui permit au Royaume-Uni et à la France d'imposer progressivement leur domination. Le vieil Empire ottoman, que l'on aller désigner par la suite comme « l'homme malade de l'Europe », devint l'enjeu des rivalités des puissances européennes.

Sur le plan économique, l'Empire ottoman était un débouché pour les marchandises et les capitaux des grandes puissances européennes. L'Angleterre en devint le premier partenaire commercial, et la France, le premier investisseur. Quant à la Palestine, région quelque peu à l'écart, son contrôle devint un enjeu stratégique, surtout aux yeux du Royaume-Uni, après la mise en service du canal de Suez.

La présence juive en Palestine à la fin du XIX^e^ siècle

À la veille de la Première Guerre mondiale, 80 000 Juifs vivaient en Palestine. Sur une population totale d'un peu plus de 750 000 personnes, ils ne représentaient qu'une petite minorité. Cette présence était ancienne. De longue date, des Juifs religieux émigraient en Palestine pour y faire leur *alya*, leur installation en « Terre sainte ».

C'était une démarche individuelle qui ne s'accompagnait d'aucune revendication politique. Une enquête, réalisée en 1869, par l'un des fondateurs de l'Alliance, une association d'aide aux Juifs vivant en Palestine, révélait que seuls 15 % des Juifs de cette région exerçaient une profession manuelle. Les autres se livraient à l'étude et à l'enseignement du Talmud. L'enquêteur ne parvint à trouver que deux agriculteurs… Le Yichouv, terme hébreu désignant traditionnellement la communauté juive installée en Palestine, était donc essentiellement religieux et la vie de ses membres dépendait en grande partie de l'aumône des Juifs d'Europe, principalement de Pologne.

À partir des années 1880, l'émigration en provenance de Russie prit une ampleur bien plus importante. Cette première vague migratoire, appelée la « première alya », commença après l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881 qui donna lieu à des pogroms, ces massacres de Juifs tolérés, sinon organisés, par les autorités tsaristes.

Toutefois, si au moins 2,5 millions de Juifs quittèrent l'Europe de l'Est dans ces années-là, ils ne fuyaient pas seulement l'antisémitisme mais cherchaient au moins autant à échapper à la misère. Tout comme des millions d'autres à la même époque, ils abandonnaient massivement le continent européen pour tenter leur chance de l'autre côté de l'Atlantique, essentiellement aux États-Unis.

Une organisation comme la Jewish Colonisation Association (ICA), fondée en 1891 par le financier Maurice de Hirsch, et qui joua plus tard un rôle dans le développement de la présence juive en Palestine, installait à cette époque des colonies agricoles, principalement en Argentine. Seule une infime minorité des Juifs d'Europe de l'Est se dirigea alors vers la Palestine.

L'Alliance, l'organisation déjà mentionnée précédemment, qui prenait en charge cette émigration, tenta de développer des colonies

agricoles visant à rendre les Juifs résidant en Palestine autosuffisants et aptes à se passer des subsides venant de l'étranger. À partir de 1882, le baron Edmond de Rothschild, lié personnellement aux fondateurs de l'Alliance, accepta d'apporter le financement nécessaire à la création de ces colonies, assumant en contrepartie le rôle dirigeant dans leur mise en œuvre.

Les membres de la première d'entre elles, celle de Rishon-Lezion, près de Jaffa, se dotèrent d'un hymne (*Hatikva – l'Espérance*) et d'un drapeau bleu et blanc avec une étoile de David. Mais dans l'esprit de ces immigrants dénués de projet politique, ce chant et ce drapeau n'annonçaient pas du tout un futur État juif.

Les émissaires du baron se montrèrent autoritaires et interventionnistes dans la gestion de la colonie, provoquant même une révolte en 1887, à Rishon, contre le « despotisme » des administrateurs. Le baron ordonna l'expulsion d'une trentaine de meneurs. Les colons restants durent signer un engagement les mettant dans une totale dépendance de l'administration. Celle-ci n'hésita pas à faire appel à la police ottomane quand d'autres troubles éclatèrent.

Le baron de Rothschild, en patron paternaliste, développa, dans chaque colonie, des services médicaux, scolaires, avec bien sûr une synagogue. Il cherchait à transformer les immigrants d'Europe centrale, souvent miséreux, en une paysannerie de petits propriétaires. Mais l'entreprise ne s'avéra pas rentable. Pour se débarrasser de ces colonies devenues des gouffres financiers, il finit, au début du XX^e^ siècle, par les confier à l'ICA.

Ces colonies revêtaient finalement peu d'importance puisque moins de 10 % des Juifs y résidaient, la plupart s'installant plutôt dans les villes, principalement à Jaffa et à Jérusalem. Et elles renvoyaient une image de la colonisation qui ressemblait à ce qui se

pratiquait dans toutes les colonies fondées par des Européens à la même époque en Afrique ou en Asie : la plupart de ceux qui cultivaient la terre (60 à 80 %) étaient arabes, les Juifs formant plutôt l'encadrement.

En fait, il faudra attendre la naissance et le développement du sionisme politique pour que la colonisation change de forme.

Naissance et développement du sionisme politique avant la Première Guerre mondiale

Théodore Herzl, le fondateur du sionisme, était issu d'une famille de Juifs autrichiens. Il commença une carrière de journaliste à Vienne, alors capitale du vieil Empire austro-hongrois de plus en plus confronté à la montée des revendications nationalistes. Herzl se heurta à un antisémitisme très répandu, surtout dans les milieux dirigeants de l'aristocratie, dans les cercles de l'armée, au sein de la bureaucratie d'État.

Mais ce fut l'affaire Dreyfus[1], en France, qu'il fut amené à couvrir en tant que journaliste, qui fit de lui un promoteur du nationalisme juif.

Herzl en tira la conclusion que l'antisémitisme était inévitable. En 1895, il écrivait : « *À Paris, comme je l'ai dit, j'ai fini par adopter une attitude plus libérale envers l'antisémitisme, que je commençais alors à comprendre historiquement et à pardonner. Par-dessus tout, je reconnus la vacuité et la futilité de toute tentative de combattre l'antisémitisme.* »

1. En 1895, le procès de cet officier juif accusé d'espionnage au profit de l'Allemagne donna lieu, dans les milieux les plus conservateurs et réactionnaires, à un déchaînement nationaliste et à une hystérie antijuive.

Il critiqua ceux qui prenaient la défense de Dreyfus, essentiellement des socialistes, et les Juifs qui se tournaient vers eux. Il accusait ses coreligionnaires de rechercher « *la protection des socialistes et des destructeurs de l'ordre social existant* », ajoutant : « *En vérité, ce ne sont plus des Juifs. Assurément, ils ne sont pas davantage français. Ils vont probablement devenir les dirigeants de l'anarchisme européen.* »

Herzl se convainquit alors que la seule issue pour les Juifs consistait à créer leur propre État. « *L'État des Juifs* » fut d'ailleurs le titre du livre qu'il publia en 1896 dans lequel il formula pour la première fois cette thèse, donnant ainsi naissance au sionisme politique.

Herzl chercha très rapidement à donner une consistance à son projet politique et, dès 1897, une organisation sioniste vit le jour à Bâle.

Par rapport aux autres mouvements nationalistes, le sionisme présentait une particularité. Revendiquer un État ne peut se concevoir sans envisager le territoire contrôlé par cet État. Pour bien des peuples, les délimitations des frontières ont été problématiques et sources de bien des conflits. Mais pour le mouvement sioniste, du fait de la dispersion des Juifs dans de nombreuses régions du monde, c'est l'existence même de ce territoire qui était problématique. Sur quel territoire cet État devait-il voir le jour ? Et comment ce territoire pouvait-il être « conquis » ?

Dès son congrès fondateur, l'organisation sioniste affirma sa volonté « *d'assurer au peuple juif un foyer national en Palestine garanti par le droit public* ». La Palestine était cette terre qui, d'après la Bible, avait été offerte par Dieu au peuple juif. La majorité des sionistes n'étaient pas spécialement religieux, mais la Palestine apparaissait comme la seule région pouvant être revendiquée comme « la patrie perdue des Juifs ».

Pourtant, Herzl lui-même adopta une attitude plus pragmatique, un pragmatisme imposé en quelque sorte par le fait que le sionisme se développa à une époque où le monde était déjà partagé entre les grandes puissances. En ce début du XX^e^ siècle, la seule possibilité pour acquérir les bases territoriales d'un foyer national consistait à agir en auxiliaire d'une puissance européenne.

Herzl passa une partie importante de sa vie à chercher quel État serait susceptible d'appuyer son projet. Il se tourna vers l'empereur d'Allemagne, le Kaiser, qu'il rencontra à deux reprises, vers le sultan de Constantinople, puisque la Palestine dépendait de lui, et vers la Grande-Bretagne. Reprenant très clairement à son compte l'idéologie colonialiste, il présentait le futur État juif en Palestine comme « *une partie du rempart de l'Europe contre l'Asie, un poste avancé de la civilisation s'opposant à la barbarie* ».

Herzl déclara que, pour créer un État juif, « *les antisémites seront nos amis les plus sûrs… nos alliés* ». Dans cet esprit, il rencontra le ministre de l'Intérieur du tsar, Von Plehve, antisémite notoire et grand organisateur de pogroms. Il chercha à le convaincre de l'intérêt qu'il aurait à soutenir l'entreprise sioniste en expliquant : « *Tout ce qui serait perdu par les sionistes serait un bénéfice net pour les révolutionnaires.* » En réponse à sa demande que l'État russe encourage l'émigration, il s'attira cette réplique cinglante : « *Mais on donne aux Juifs des encouragements à l'émigration, par exemple des coups de pieds.* »

Ce furent les représentants de la diplomatie britannique qui prêtèrent le plus d'intérêt à la démarche de Herzl. Un temps fut même évoquée la possibilité de créer ce foyer national juif en Ouganda, éventualité qui provoqua de très vives polémiques au sein du mouvement sioniste. À la mort de Herzl en 1904, aucune grande puissance n'avait encore apporté son soutien au projet sioniste.

Le sionisme était confronté à une autre difficulté. Son principal mot d'ordre était : « *Une terre sans peuple pour un peuple sans terre.* » Mais les sionistes étaient tout à fait conscients que la Palestine n'était pas « une terre sans peuple »… Et la question se posait donc : que faire de ces populations qui avaient le malheur de vivre sur la « patrie perdue des Juifs » ? Herzl lui-même évoqua comme solution leur « *transfert* » dans un autre pays.

Ainsi, la logique qui allait opposer d'une façon inconciliable Juifs et Arabes en Palestine était présente dès l'origine dans la pensée des fondateurs du sionisme.

Après la disparition de son fondateur, le mouvement sioniste connut des scissions qui l'affaiblirent. En 1905, après que l'Organisation sioniste mondiale eut repoussé définitivement la possibilité de créer un foyer national juif en Ouganda, une minorité, les « Territorialistes », partisans d'un État juif sur n'importe quel territoire, créa une organisation indépendante.

Le reste du mouvement, resté fidèle à l'option palestinienne, chercha à développer les implantations juives dans cette région. Un Fonds national juif (*Keren Kayemeth Leisraël*, en hébreu), créé à cet effet en 1901, collectait les contributions individuelles de milliers de foyers juifs de par le monde pour acheter des terres et y installer des immigrants. Ceux-ci se voyaient imposer l'usage de l'hébreu, langue qui jusque-là n'était plus utilisée que dans les textes religieux, mais que les sionistes réutilisaient sous une forme modernisée et dont ils voulaient faire la langue de la nouvelle nation. Parallèlement, une action diplomatique – un lobbying, dirait-on aujourd'hui – auprès des grandes puissances était poursuivie.

Ce « sionisme général » – « général », car se proposant de mener une action simultanée sur les plans politique, économique et culturel

– allait être incarné dans les années suivantes par Chaïm Weizmann[2]. Cet universitaire, chimiste de formation, originaire de Russie mais devenu sujet britannique à partir de 1910, était représentatif de cette petite bourgeoisie juive, convertie au sionisme, qui, se reconnaissant dans les prétendues « valeurs civilisatrices » des grandes puissances occidentales européennes, ne se souciait pas le moins du monde des populations arabes de Palestine.

Auprès des Juifs eux-mêmes, le mouvement sioniste n'avait alors qu'une audience très limitée : l'écrasante majorité des Juifs n'envisageait absolument pas l'émigration en Palestine comme une perspective attrayante. Ceux qui, dans certains pays, étaient victimes de persécutions ou de discriminations, souhaitaient avant tout obtenir les droits qui leur étaient refusés, et lorsqu'ils envisageaient l'émigration, c'était vers les pays d'Europe occidentale ou l'Amérique.

En cette fin du XIX^e^ siècle, dans la plupart des pays d'Europe, des organisations socialistes se développaient. Tout naturellement, les Juifs trouvèrent leur place dans les combats qui se menaient pour un changement révolutionnaire de la société. Non seulement parce qu'ils étaient sensibles à l'oppression qu'ils subissaient, mais aussi parce qu'une partie de ces Juifs étaient eux-mêmes des ouvriers pauvres pour lesquels le combat pour l'émancipation sociale représentait un espoir. Parfois, les Juifs créèrent leurs propres organisations, comme le Bund en Pologne, se revendiquant du socialisme et farouchement antisioniste.

Cette influence du socialisme était si forte que le mouvement sioniste lui-même en fut marqué. Quand, en 1905, le régime tsariste

2. Chaïm Weizmann (1874-1952) devint, de 1920 à 1931 et de 1935 à 1946, président de l'Organisation sioniste mondiale. En 1948, il fut le premier président de l'État d'Israël.

confronté à des troubles révolutionnaires organisa une nouvelle série de pogroms, provoquant une deuxième vague d'émigration russe vers la Palestine (la « deuxième alya »), les nouveaux arrivants étaient influencés à la fois par les idées sionistes et les idées socialistes. Beaucoup avaient milité dans des organisations ouvrières, des syndicats et avaient même participé à la mobilisation révolutionnaire de 1905.

C'est dans cette période que se créa, en Europe, le Poalé-Tsion (l'Ouvrier de Sion). Son principal théoricien, Ber Borokhov, expliquait qu'il était nécessaire de créer en Palestine un prolétariat agricole et industriel pour « normaliser » la structure sociale du peuple juif, jusque-là dominée par des commerçants ou des artisans. Ce parti se revendiquait du marxisme et adhéra à la II^{e} Internationale en 1907. Ceux de ses militants qui émigrèrent en Palestine y formèrent, en 1906, un groupe au sein duquel s'imposa la tendance la plus nationaliste. À sa tête se trouvait un jeune militant originaire de la partie de la Pologne intégrée dans l'Empire russe, David Ben Gourion (David Gruen de son vrai nom)[3].

À cette date, il existait déjà en Palestine une autre organisation « sioniste socialiste » fondée un an auparavant, le Hapoël-Hatzaïr (le Jeune Ouvrier), hostile au marxisme et dont les idées s'inscrivaient plutôt dans la filiation du populisme russe.

Si la terminologie de ces groupes était empruntée au mouvement socialiste, la logique qui les animait était avant tout profondément nationaliste. Leur but était de constituer une nouvelle nation, « purement » juive. Ces organisations donnèrent à la colonisation la forme

3. Au congrès fondateur d'octobre 1906 s'affrontèrent les partisans d'une organisation regroupant tous les travailleurs de Palestine, Arabes compris, et ceux qui, derrière Ben Gourion, réclamaient la création d'une organisation des seuls travailleurs juifs.

particulière qui la distingua des autres mouvements colonisateurs de la même époque.

Partout ailleurs, les colonisateurs cherchaient à exploiter la main-d'œuvre locale, créant un prolétariat indigène. À partir des premières années du XX^e^ siècle, la colonisation sioniste allait être au contraire une colonisation dite « ouvrière », devant reposer sur le « travail juif », ce qui impliquait donc d'exclure les Arabes de l'activité économique. En 1907 se constitua l'organisation Hachomer (le Gardien) qui se substitua sur les exploitations agricoles aux gardiens non juifs, avec le slogan : « *La propriété juive doit être protégée par des Juifs.* »

En 1909, un collectif d'ouvriers juifs fondait à Degania le premier *kibboutz*, ferme collectiviste fonctionnant suivant le principe communiste « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » et où tout était mis en commun. En 1914, une quarantaine de colonies de ce type existaient.

Leurs fondateurs étaient certainement convaincus de construire une société nouvelle. Mais une société dont les Arabes de Palestine étaient par avance exclus. Ben Gourion, dans un discours prononcé cinquante ans plus tard, a donné alors un autre éclairage sur l'origine des *kibboutzim* :

« *C'est en essayant de trouver une solution qui permette et assure le travail juif que nous sommes arrivés à l'idée de la colonisation collectiviste, c'est-à-dire à l'idée d'une colonisation fondée sur des principes totalement différents de ceux qui avaient été jusque-là appliqués dans la colonisation agricole.* »[4] (Ben Gourion faisait référence au fait que les fermes privées avaient eu recours à des ouvriers agricoles arabes,

4. Discours prononcé devant le comité central du Parti socialiste, le Mapaï, le 20 janvier 1955, cité par Zeev Sternhell, *Aux origines d'Israël,* p. 290.

moins exigeants sur les salaires et les conditions de travail que les immigrants juifs.)

Les rapports se tendirent assez vite entre les populations locales et ces nouveaux immigrants. Leurs idéaux ne résistèrent pas longtemps à ce qu'on peut appeler le syndrome du « petit blanc », syndrome que l'on retrouve à chaque fois qu'un peuple en a colonisé un autre, de l'Algérie à l'Afrique du Sud. Et surtout, leurs idéaux ne résistèrent pas aux conditions de vie très difficiles dans un environnement hostile. En 1914, près de 90 % des immigrants juifs de la deuxième vague avaient quitté le pays.

La Première Guerre mondiale

Si, tout au long du XIX^e^ siècle, l'Empire ottoman était allié à la France et au Royaume-Uni, une recomposition se dessina dès la fin de ce siècle. Dès que l'Allemagne commença à s'intéresser au Moyen-Orient, l'Empire ottoman se rapprocha d'elle pour faire contrepoids à la « protection » franco-anglaise mal supportée.

Quand éclata la Première Guerre mondiale, les dirigeants ottomans, appartenant au parti nationaliste des Jeunes-Turcs, se rangèrent aux côtés de l'Allemagne.

Le Proche-Orient fut durement touché par la guerre. Les troupes britanniques remontant d'Égypte vers la Palestine à travers le Sinaï se heurtèrent à une forte résistance de l'armée ottomane. Leur progression fut longtemps arrêtée à Gaza où les combats firent 10 000 victimes du côté britannique. En 1917, l'armée britannique parvint à entrer en Palestine.

Alors même que la guerre faisait rage, les discussions s'engagèrent entre les dirigeants français et britanniques, alliés mais

néanmoins concurrents, sur la façon de se partager la dépouille de l'Empire ottoman. Des représentants de ces deux États se rencontrèrent en 1916 à Moscou, invités par le Tsar qui, lui aussi, entendait bien retirer un profit de sa participation à la guerre. Les protagonistes parvinrent à s'entendre sur un découpage du Moyen-Orient : la zone constituée par le Liban et la Syrie actuels revenait à la France tandis que les Britanniques se voyaient reconnaître le contrôle de ce qui est aujourd'hui l'Irak et la Jordanie. La Palestine, quant à elle, devait être placée sous contrôle international, demeurant ainsi un champ ouvert à l'influence des deux alliés. Ces accords dits Sykes-Picot, du nom des négociateurs britannique et français, restèrent secrets jusqu'à l'arrivée des bolcheviks au pouvoir, en octobre 1917. Ceux-ci les rendirent publics afin de démontrer leur volonté de rompre avec les méthodes de la diplomatie secrète et pour dévoiler les véritables buts de guerre des puissances impérialistes européennes.

Mais en même temps qu'ils se partageaient le Moyen-Orient, Français et Britanniques cherchèrent à encourager le nationalisme arabe pour l'utiliser contre les Ottomans. Dès le début du conflit, ils envisagèrent de susciter un soulèvement arabe pour appuyer leur action militaire. Ils adoptèrent une rhétorique adaptée à cette politique, prétendant faire la guerre pour « libérer les Arabes de l'oppression des Turcs ». Les émissaires britanniques, à la fois diplomates et agents secrets, sillonnèrent l'Arabie à la recherche d'éventuels alliés parmi les familles de Bédouins. L'un d'entre eux, entré dans la postérité sous le nom de Lawrence d'Arabie, réussit à convaincre Hussein, le chérif de La Mecque, descendant de la vieille famille féodale des Hachémites, de prendre la tête d'une armée constituée par les tribus bédouines

pour se battre aux côtés des Britanniques contre les Turcs. C'est ainsi que, le 6 juin 1916, ceux que l'on appelait les « chérifiens » se lancèrent à l'assaut des troupes ottomanes et prirent le contrôle de La Mecque. En échange de cet engagement militaire, les diplomates britanniques promirent à Hussein le trône d'un grand royaume devant comprendre l'essentiel des provinces arabes de l'Empire ottoman.

Les dirigeants britanniques, qui menaient parallèlement des négociations avec des représentants du gouvernement français, savaient très bien qu'ils ne tiendraient pas cette promesse. Mais ils firent preuve d'un plus grand cynisme encore en promettant la Palestine une deuxième fois, cette fois aux représentants du mouvement sioniste.

Au début de la guerre, l'organisation sioniste fut incapable de définir une position, tant elle était divisée. Toujours à la recherche de la « protection » d'une grande puissance, la période apparaissait favorable pour monnayer des offres de service. Mais à qui les adresser ? Là commençaient les désaccords.

Certains militants sionistes furent dès le début partisans d'apporter un soutien actif aux Britanniques, espérant en retour un soutien à leur cause. Ils menèrent campagne auprès des Juifs d'Europe et d'Amérique pour les convaincre de former une « légion juive » pouvant se battre aux côtés des alliés, mais sans rencontrer de succès, car, parmi les alliés du Royaume-Uni, se trouvait la Russie, et la majorité des Juifs n'avaient pas envie de soutenir le tsar organisateur de pogroms ! Les dirigeants allemands ne se privèrent d'ailleurs pas de mettre en avant le fait que les troupes allemandes, quand elles entrèrent en Russie, purent « libérer » les Juifs, abolir la législation antisémite.

D'autres, comme Ben Gourion par exemple, firent le calcul qu'il était préférable de se battre aux côtés des Ottomans, convaincus qu'après la guerre la Palestine serait toujours contrôlée par ceux-ci et qu'en échange de leur soutien les Juifs pourraient se voir reconnaître une autonomie locale.

Après avoir dans un premier temps traité les sionistes par le mépris, les Britanniques firent le choix de les utiliser. Le 2 novembre 1917, le secrétaire d'État au Foreign Office, lord Balfour, adressa à un autre lord, lord Rothschild, représentant du mouvement sioniste, une lettre – qui resta dans l'histoire sous le nom de « déclaration Balfour » – dans laquelle il lui faisait part d'une « *déclaration de sympathie envers les aspirations juives sionistes* » et précisait : « *Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif.* » Pour reprendre la formule de l'écrivain Arthur Koestler, « *en Palestine, une nation a solennellement promis à une seconde le territoire d'une troisième* ».

Ce changement de la diplomatie britannique n'était évidemment pas désintéressé. Balfour lui-même ne passait pas spécialement pour être un « ami des Juifs » : en 1905, il avait été le promoteur d'une loi qui visait à interdire l'entrée en Grande-Bretagne aux Juifs russes qui fuyaient le tsarisme. En fait, les dirigeants britanniques faisaient le calcul qu'en s'appuyant sur les sionistes ils disposeraient d'un allié à opposer aux nationalistes arabes, qui ne manqueraient pas d'être déçus au lendemain de la guerre par les promesses non tenues. En outre, ils promettaient aux sionistes un « foyer national », non un État.

En résumé, pour les Britanniques, il s'agissait de promettre à tout le monde pour ne donner à personne et pouvoir ainsi se maintenir en jouant le rôle d'arbitre d'un conflit qu'ils auraient contribué

à créer… Ce n'était là en définitive qu'une version de la politique traditionnellement pratiquée par les dirigeants britanniques dans leur Empire, de l'Inde au Kenya en passant par l'Afrique du Sud.

Au lendemain de la guerre, le partage du Moyen-Orient

Les gouvernements français et anglais étaient certes parvenus à s'entendre sur un partage du Moyen-Orient, mais ces accords n'avaient pas de caractère intangible. Chacun pouvait être tenté de les modifier et de les remettre en cause en fonction de l'évolution du rapport de forces et des opportunités. Le Royaume-Uni en particulier tenta de réduire la place du concurrent français dans cette région jugée si stratégique. Les mouvements nationalistes arabes et sionistes furent des pions sur l'échiquier de la partie que se livrèrent les deux puissances européennes.

Le général Allenby, nommé à la tête des troupes britanniques en juin 1917 et à qui son gouvernement avait demandé « *Jérusalem comme cadeau de Noël pour la nation britannique* », rentra dans la Ville sainte le 11 décembre de cette année. Il avait donc accompli la première partie de sa mission mais le plus dur était encore à venir : s'imposer face aux Français et se faire accepter de la population qui voyait arriver un occupant étranger.

D'avril 1918 à la moitié de l'année 1919, la Palestine fut gouvernée par une administration militaire britannique, l'OETA (*Occupied Enemy Territory Administration*). La France, pourtant « laïque et républicaine », essaya de se maintenir en Palestine en faisant reconnaître un « protectorat catholique » sur les lieux saints. Jérusalem valait bien une messe…

En fait, les dirigeants britanniques tentèrent de remettre en cause l'ensemble des accords Sykes-Picot et cherchèrent à évincer la France de la Syrie. Pour ce faire, ils utilisèrent l'armée arabe de leurs alliés hachémites, encouragés à constituer le royaume arabe qui leur avait été promis aux dépens de la zone qui devait revenir à la France !

Le 30 septembre 1918, les troupes arabes, avec l'aval d'Allenby, prirent Damas. Dans les jours qui suivirent, les Ottomans abandonnèrent toute la Syrie. Fayçal, l'un des représentants de la famille des Hachémites, proclama, le 3 octobre, « *un gouvernement constitutionnel arabe, libre, doué d'une indépendance totale et absolue, au nom de notre seigneur le sultan Hussein* [le chérif de La Mecque, père de Fayçal], *qui englobe tout le pays syrien* ».

Le gouvernement français n'entendait pas se laisser déposséder de la part qui devait lui revenir. Des troupes françaises débarquèrent le 7 octobre 1918 à Beyrouth et prirent position au Liban. Tenant compte d'un nouveau rapport des forces, Allenby découpa ce qu'on appelait les Territoires occupés en trois zones : la Palestine ; la zone contrôlée par les Français, au Nord ; et à l'est, les territoires tenus par l'armée arabe de Fayçal, la Transjordanie et la Syrie intérieure. Ce ne devait être qu'un découpage provisoire, résultant d'une situation militaire de fait, mais il allait être à l'origine des frontières des futurs États du Moyen-Orient.

Le gouvernement britannique entendait imposer ses visées coloniales sur la Palestine. Certes, le vocabulaire avait dû s'adapter à l'époque. Pour faire pièce à l'influence de la révolution russe et à la démagogie du président des États-Unis, Wilson, représentant d'une grande puissance sans colonie, il fallait désormais parler du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Cela ne

changeait rien pour les populations : leur territoire était occupé pour les aider à devenir « indépendants », et non plus pour leur « apporter la civilisation »…

C'est dans cet esprit que la conférence de Versailles, au cours de laquelle les vainqueurs de la Première Guerre mondiale discutèrent de la réorganisation du monde, décida en 1919 de placer la Palestine sous mandat, sans le confier encore à la Grande-Bretagne et sans que les frontières soient fixées.

Finalement, un accord entre le gouvernement britannique et la France intervint, qui permit une stabilisation des frontières, la France acceptant de renoncer à ses vues sur la Palestine.

La seule modification intervint à la suite de la reconquête de la Syrie par l'armée française qui, dispersant en 1920 l'Assemblée arabe de Damas à coups de canons, mit fin aux espoirs des Hachémites de régner sur un grand royaume arabe.

Quatre ans plus tard, Hussein lui-même perdit son trône, vaincu par les armées d'Ibn Séoud[5], qui prirent le contrôle de La Mecque et unifièrent l'Arabie sous la férule de la monarchie wahhabite. Les Britanniques se gardèrent bien d'intervenir, faisant payer à leur ancien allié son opposition à la politique des mandats.

À défaut d'un grand royaume, deux membres de la famille hachémite obtinrent des lots de consolation : Abdallah se vit reconnaître le titre d'émir de Transjordanie, et Fayçal celui de roi d'Irak. Pour autant, ces deux États restaient sous tutelle britannique (l'Irak ne devint formellement indépendant qu'en 1932, et la Transjordanie en 1946).

5. Ibn Séoud était le descendant d'une des nombreuses familles de féodaux bédouins qui se disputaient le contrôle de la péninsule Arabique. En 1915, à la tête d'un royaume ayant Riyad pour capitale, il s'allia aux Britanniques.

Cette balkanisation du Moyen-Orient répondait à une préoccupation des puissances mandataires : mieux valait avoir affaire à plusieurs États soucieux de défendre leurs intérêts particuliers, parfois les uns contre les autres, qu'à un seul grand État susceptible de se faire le porte-parole du nationalisme arabe. Encore et toujours, diviser pour mieux régner.

Chapitre II

La Palestine sous mandat britannique (1920-1948)

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les conférences diplomatiques se succédèrent pour régler le sort des vaincus et red essiner la carte de plusieurs régions du monde. Ainsi fut scellé le sort de l'Empire ottoman.

Le 22 juillet 1922, la Société des Nations, cet ancêtre de l'Organisation des Nations unies créé à l'issue de la Première Guerre mondiale, ratifia la charte du mandat sur la Palestine. Celle-ci confiait à la puissance mandataire, en l'occurrence la Grande-Bretagne, la mission « *d'instituer dans le pays un état de choses politique, administratif et économique de nature à assurer l'établissement du Foyer national pour le peuple juif* ». La charte précisait encore que l'immigration juive devait être favorisée, de même que l'acquisition de terres par les colonies organisées par les sionistes.

Arrivé en Palestine en 1923, le premier gouverneur général établit une administration composée essentiellement de Britanniques. Par rapport à la période ottomane où, au travers du recrutement des fonctionnaires et d'institutions électives, les représentants des classes dirigeantes locales étaient étroitement associés à la gestion des affaires de la région, l'établissement du mandat britannique constitua une régression importante.

Les débuts du mouvement nationaliste arabe

Dès le début, les populations arabes ressentirent la présence britannique comme une occupation étrangère. Le mouvement nationaliste commença à s'organiser sous la forme de clubs qui comptèrent rapidement plusieurs centaines de membres. Les Arabes chrétiens, plus politisés, y étaient proportionnellement plus nombreux que les Arabes musulmans.

En tant qu'Arabes, tous se sentaient appartenir à une entité plus vaste que la Palestine telle qu'elle résultait du découpage organisé par les puissances européennes. Ils revendiquaient donc son rattachement à la Syrie et dénonçaient la politique des dirigeants britanniques en faveur du mouvement sioniste, ressenti comme un danger, avant même la Première Guerre mondiale.

Les membres de ces clubs se recrutaient exclusivement dans les grandes familles de notables et de propriétaires terriens. Socialement, une forte proximité existait entre ces élites locales et les Britanniques. Ces notables étaient, par leur éducation et leur mode de vie, très occidentalisés. Leurs enfants fréquentaient souvent des écoles tenues par des Européens ou des Américains. Cette couche sociale était en définitive bien plus préoccupée de maintenir sa situation et ses privilèges matériels que d'obtenir une indépendance, que beaucoup ne revendiquaient d'ailleurs pas.

Les autorités mandataires parvinrent habilement à exploiter les rivalités qui existaient entre les clans familiaux qui dominaient alors la vie sociale et politique en Palestine. Les Britanniques acceptèrent l'élection d'un représentant des Husseini comme Grand Mufti, titre religieux qui revenait depuis plusieurs siècles à cette

puissante famille, tandis que la charge de maire de Jérusalem fut confiée à une famille rivale, les Nashashibi.

Ces grandes familles devaient leur richesse et leur puissance sociale à l'exploitation de la paysannerie, formée de ces milliers de métayers qui travaillaient sur leurs domaines et, plus largement encore, de tous ces paysans qui s'épuisaient à rembourser les dettes contractées auprès des grands propriétaires. Une enquête portant sur 104 villages (sur les 844 recensés), réalisée en 1930 par les Britanniques, montrait que l'intégralité du « surplus de production », c'est-à-dire du bénéfice, était absorbé par les créanciers des paysans au titre de la dette. Le poids de ces dettes ne fit que s'accentuer au fil des années sous l'effet des taxes, de la chute des prix des céréales et de l'inflation, permanente depuis la fin de la Première Guerre mondiale.

Il existait une véritable frontière sociale entre la majorité des paysans arabes et la minorité de grands propriétaires. Ces derniers pouvaient bien dénoncer le sionisme et ses visées colonisatrices, cela ne les empêchait pas de vendre des terres à ces mêmes sionistes en réalisant un profit conséquent.

La contestation la plus radicale ne vint pas de ces classes sociales privilégiées mais des masses paysannes. Leur révolte, inspirée par un sentiment d'oppression nationale, eut aussi un caractère social dirigé contre les grands propriétaires terriens qui, effrayés par des mouvements sociaux qu'ils ressentaient comme une menace, furent enclins à trouver des compromis avec les Britanniques.

La politique du mouvement sioniste sous le mandat britannique

Au début des années 1920 commença ce qu'on appela la « troisième alya » (plus de 80 000 entrées chaque année entre 1922 et 1924), celle des jeunes « pionniers », les *khaloutzim*, plusieurs dizaines de milliers de jeunes d'Europe de l'Est, formés par les organisations de jeunesse sioniste dans l'esprit de bâtir un pays neuf. Adeptes du travail manuel, ils allaient donner une impulsion décisive aux colonies collectivistes, les *kibboutzim* et les *moshavim* (pluriel de *moshav*, colonie collectiviste où, contrairement au *kibboutz*, la vie n'est pas commune et les revenus ne sont pas mis en commun).

À partir de 1924, l'immigration changea de profil social et politique. Avec la « quatrième alya » arrivèrent d'anciens commerçants, artisans, fuyant la Pologne nouvellement indépendante où commençait à s'instituer un véritable antisémitisme d'État. Cette immigration était aussi la conséquence de la fermeture des frontières des États-Unis. Mais dans les années qui suivirent et jusqu'au début des années 1930, le nombre d'immigrants juifs entrant en Palestine baissa, au point qu'en 1927 il y eut plus de départs que d'arrivées. Le sionisme ne rencontrait toujours pas l'adhésion de la grande majorité des Juifs : au bout de plusieurs années, la moitié de ceux qui étaient venus s'installer en Palestine en étaient repartis car ils y trouvaient des conditions de vie souvent plus difficiles que celles qu'ils avaient quittées. Et comme, pour la plupart, ils n'étaient pas animés par l'idéal sioniste, rien ne les incitait à rester.

L'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne changea radicalement la situation. Les persécutions antisémites transformèrent des

milliers de Juifs jusque-là bien intégrés – et qui souvent ne se considéraient même plus comme Juifs – en fuyards désespérés. Dans un contexte où tous les États commençaient à fermer leurs frontières, la Palestine devenait l'une des seules destinations possibles.

À partir de là, la population juive de Palestine commença à augmenter à un rythme nettement supérieur à celui de la période précédente. Elle passa de 175 000 en 1931 à 460 000 en 1939. Cet afflux de nouveaux immigrants, dont toute une partie, issue des couches moyennes de pays développés comme l'Allemagne, arrivait avec des moyens financiers importants, donna pour la première fois une crédibilité aux projets du mouvement sioniste. Ben Gourion pouvait alors affirmer : « *Une immigration de 60 000 personnes par an implique un État juif dans toute la Palestine* ».

Les persécutions nazies donnèrent corps aux objectifs des dirigeants sionistes, dont certains allèrent même jusqu'à évoquer une convergence d'intérêts. Les dirigeants de l'organisation sioniste allemande déclarèrent, le 22 juin 1933, dans un mémorandum adressé à Hitler : « *Le sionisme croit que la renaissance de la vie nationale d'un peuple, qui s'opère aujourd'hui en Allemagne à travers la valorisation de ses dimensions chrétienne et nationale, doit aussi se produire chez le peuple juif. Pour le peuple juif aussi, l'origine nationale, la religion, un destin commun et le sens de son caractère doivent revêtir une importance primordiale pour son existence.* »

Au milieu de l'année 1934, des dirigeants sionistes négocièrent avec les nazis un accord de transfert des Juifs d'Allemagne vers la Palestine, qui prit la forme d'un troc « immigrants contre marchandises » : les émigrants déposaient leur argent sur un compte bloqué en Allemagne, et l'équivalent en exportations allemandes devait être vendu en Palestine avant que cet argent soit débloqué.

Après la « Nuit de cristal », ce vaste pogrom organisé par le pouvoir hitlérien en Allemagne en 1938, Ben Gourion déclara avec cynisme : « *Si j'avais la possibilité de sauver tous les enfants juifs d'Allemagne en les transférant en Angleterre et seulement la moitié d'entre eux en les envoyant en Eretz Israël, je choisirais la deuxième solution – parce que nous ne devons pas seulement prendre en compte le sort de ces enfants, mais aussi l'histoire du peuple juif.* »[6]

Le Yishouv, institutions et vie politique

Durant cette période du mandat britannique, le Yishouv, la communauté juive installée en Palestine, se dota d'institutions qui posaient les bases d'un futur État. Un conseil exécutif fut élu dès 1920. Il acquit une reconnaissance officielle en 1927 avec la promulgation d'un décret définissant un statut de la communauté juive. Ce conseil, le Vaad Leumi, était désigné par une assemblée, elle-même élue par tous ceux qui s'étaient fait enregistrer comme Juifs. Il organisait la levée de taxes pour l'éducation, le secours aux pauvres, aux malades, aux orphelins, ainsi que pour les dépenses des conseils rabbiniques. Il fut reconnu par l'administration mandataire comme le représentant de la communauté juive dont il avait en charge les affaires.

Enfin, en 1929, une Agence juive fut constituée, qui joua le rôle d'un gouvernement du Yishouv. Sa création était prévue dans un article du mandat défini par la SDN. Il est à noter que la communauté arabe n'obtint pas la création d'une institution équivalente.

6. Déclaration faite le 7 décembre 1938 devant le Comité central du Parti travailliste, le Mapaï, dont Ben Gourion était le principal dirigeant.

À l'ombre protectrice du mandat britannique, une société juive complètement coupée de la société arabe commença à s'édifier et, du fait de l'origine sociale et politique des premiers immigrants du début du siècle, des militants se réclamant du socialisme en furent les principaux artisans.

En 1919, le principal parti socialiste juif, le Poalé-Tsion de Ben Gourion, membre de la II^e^ Internationale, fusionna avec des courants très hostiles au marxisme pour donner naissance à l'Ahdout Haavoda (Union du travail). L'un de ses dirigeants de l'époque, Katznelson, présenta ainsi la nouvelle organisation : « *Nous ne sommes pas un parti et nous ne désirons pas l'être. Nous sommes une organisation professionnelle de travailleurs et notre tâche est d'accomplir celle de tous les travailleurs.* »

En 1920, l'Ahdout Haavoda et le Hapoel Hatsaïr, l'autre organisation « sioniste socialiste », créèrent un syndicat, la Histadrout (Confédération générale des travailleurs juifs d'Eretz-Israël) qui se développa très rapidement : dès 1923, il organisait près de la moitié de la population salariée juive présente en Palestine et, en 1927, cette proportion atteignait jusqu'à 70 %.

Mais la Histadrout n'avait pas pour seul objectif d'organiser des travailleurs. Elle chercha à répondre à tous leurs besoins, dans tous les domaines. Une caisse d'assurance-maladie (la Kupat Holim) fut mise en place, ainsi que des cantines. La Histadrout contrôlait le marché du travail au moyen de ses bureaux de placement. La Histadrout créa aussi des entreprises : une coopérative d'achat et de vente (le Mashbir), une entreprise de construction (la Solel Boneh) et même une banque (la Bank Hapoalim).

Devenant ainsi le premier employeur du Yishouv, la Histadrout contribua à créer une économie juive indépendante, ce que les

sionistes appelèrent la « conquête du travail ». Le caractère militaire du terme convenait d'ailleurs bien. Le syndicat organisait des commandos pour chasser les Arabes que certains patrons juifs employaient tout de même, en particulier dans les plantations d'agrumes. Ces patrons n'étaient pas animés par des motivations idéologiques mais bassement financières, les salaires des travailleurs arabes étant bien inférieurs à ceux qu'ils auraient dû verser à des travailleurs juifs…

Loin de se cantonner au domaine économique, la Histadrout constitua l'embryon d'un appareil d'État, organisant un réseau d'enseignement primaire et une milice, la Haganah (« la défense » en hébreu), chargée d'assurer la défense des colonies juives. Cette milice, dans les années 1930, reçut des armes des Britanniques car, sous leurs ordres, elle joua le rôle d'une force supplétive contre les populations arabes.

Si la majorité des Juifs résidaient dans des villes, seule une minorité, moins de 20 %, vivait de l'agriculture. Pour le mouvement sioniste, cette partie de la population n'était pas la moins importante. L'enjeu n'était pas tant économique que politique : développer des exploitations agricoles juives permettait d'occuper des terres et de donner ainsi un territoire au « Foyer national juif ».

Les organisations sionistes achetaient des terres, le plus souvent à des gros propriétaires qui n'y résidaient pas, et ils en expulsaient les paysans arabes qui, eux, y vivaient jusque-là. En 1920, un seul achat de terres à un propriétaire libanais de la famille des Sursuk entraîna le départ d'une vingtaine de villages d'Arabes palestiniens.

La mise en valeur de ces terres était confiée à des colonies agricoles collectivistes, les *kibboutzim* ou les *moshavim,* qui se développèrent surtout durant ces années. Elles étaient affiliées à

la Histadrout et recevaient des subventions, sans lesquelles elles n'auraient pas pu subsister. Des débouchés leur étaient assurés par une coopérative de distribution, la Tnouva, qui monopolisait le ravitaillement du marché juif.

Le mouvement sioniste est parvenu à bâtir une légende autour de ces *kibboutzim*, il est vrai fondés par des hommes et des femmes convaincus qu'ils contribuaient à bâtir une société nouvelle reposant sur des principes socialistes. Mais cette mythologie sur cette période des « pionniers » ne doit pas faire oublier que la majorité des exploitations agricoles étaient des entreprises privées, appartenant à des propriétaires individuels.

Grâce à son emprise sur la Histadrout, le mouvement socialiste prit progressivement le contrôle de toutes les institutions du Yishouv. En 1930, après plusieurs années de collaboration au sein de la Histadrout, les deux organisations qui lui avaient donné naissance fusionnèrent, créant le Mapaï, le Parti travailliste. En 1935, son dirigeant, Ben Gourion, devint président de l'exécutif juif.

Mais s'il devint ainsi hégémonique, le mouvement socialiste ne fut pas le seul à jouer un rôle important. Un courant sioniste de droite exista pendant toute cette période avec un poids non négligeable, comme le montre l'exemple de la municipalité de Tel-Aviv, détenue de 1921, date de sa création, à 1936 (avec un bref intermède entre 1925 et 1927) par un homme d'affaires proche du baron de Rothschild, Meïr Dizengoff.

Il existait même une extrême droite fascisante, avec les « révisionnistes » dont le fondateur et principal dirigeant, Jabotinsky, était un admirateur de Mussolini. Le premier congrès révisionniste se tint d'ailleurs en 1932 à Milan autour du slogan « *Un ordre italien pour l'Orient* ». Les révisionnistes adoptèrent de nombreux

symboles extérieurs des mouvements fascistes, notamment les chemises brunes et un salut militaire particulier. Leur programme prévoyait la création de la « *patrie historique* » sur les deux rives du Jourdain et, pour se protéger de la population arabe, ils entendaient l'entourer « *d'une muraille de fer* », autrement dit employer la force et la violence.

Il ne s'agissait pas seulement de discours. La milice révisionniste, l'Irgoun Tsvaï Léoumi (Organisation militaire nationale), fondée en 1931, pratiqua à partir de 1937 une politique de terreur aveugle et systématique à l'égard des Arabes, posant des bombes dans des marchés, mitraillant des autobus…

Ce courant, le plus ouvertement antiarabe, avait ses meilleurs soutiens parmi les exploitants agricoles, les mêmes qui employaient de la main-d'œuvre arabe sous-payée… Les révisionnistes s'attaquaient aussi aux organisations ouvrières. Farouchement hostiles aux idées socialistes, ils n'hésitaient pas à jouer les briseurs de grèves, ce qui contribuait à les faire apprécier des milieux patronaux juifs.

Mais, au-delà de ce qui opposait tous ces courants, des socialistes aux révisionnistes, tous partageaient la même perspective : ils cherchaient, au moins en pratique, à construire une « société juive » et à édifier en Palestine un État où les Juifs seraient majoritaires. Inévitablement, cette logique nationaliste conduisait à l'affrontement avec les Arabes.

Parmi les courants se réclamant du socialisme, certains souhaitaient que les Arabes puissent tirer profit de la présence juive en Palestine : l'installation de milliers de personnes ayant un haut niveau de culture et des qualifications pourrait permettre aux Arabes, espéraient-ils, de sortir de l'arriération dans laquelle ils vivaient.

Une organisation se revendiquant du marxisme et se situant sur la gauche du Mapaï, l'Hashomer Hatzaïr, était même partisane d'un État binational qui aurait reconnu des droits égaux aux deux communautés. Tout en restant dans un cadre commun, chacune aurait administré une fraction du territoire palestinien.

Une autre organisation, le Poalé-Tsion de gauche, s'était constituée au lendemain de la Première Guerre mondiale, regroupant les militants qui, en opposition à Ben Gourion, affirmaient leur fidélité au marxisme et aux idées de lutte de classe. Ce parti avait déclaré vouloir rejoindre l'Internationale communiste mais, du fait de son refus de rompre avec le sionisme, sa demande d'adhésion avait été rejetée. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, au sein de la Histadrout, ses militants s'opposèrent à la politique d'exclusion des travailleurs arabes des entreprises juives, ce que ne faisaient pas ceux de l'Hashomer Hatzaïr.

Mais, en refusant de rompre avec le sionisme, les militants de ces courants se condamnaient à rester à la remorque du Mapaï dans les périodes de crises et d'affrontements : restant partisans de la création d'un État juif et refusant de se fondre dans la population arabe en tant que minorité, ils n'avaient finalement aucune alternative à opposer à la logique nationaliste.

Une autre orientation politique était-elle possible ? Il est bien sûr impossible de réécrire l'histoire. Ces migrants issus d'Europe orientale auraient pu représenter un apport inestimable pour les populations arabes palestiniennes, à condition de chercher à se faire accepter au lieu de tenter de s'imposer. Mais, pour cela, il aurait fallu que ces militants qui se réclamaient du socialisme se demandent comment trouver leur place dans les luttes menées par les populations opprimées de la région : contre les propriétaires terriens et les

usuriers qui vivaient aux dépens des paysans pauvres, contre toutes les puissances colonisatrices qui se disputaient le droit de saigner les peuples.

Malheureusement, cette orientation fut écartée d'emblée par les sionistes. La seule organisation qui rompit radicalement avec le sionisme et tenta de s'adresser aux populations arabes fut le Parti communiste palestinien.

Fondé en 1924, il fut le premier Parti communiste à se créer au Moyen-Orient. Il n'était composé à ses débuts que de Juifs, majoritairement venus de Russie. Peu nombreux – le Parti communiste palestinien ne dépassa jamais le millier d'adhérents –, ils eurent peu d'audience et restèrent très isolés.

Ils furent aussi victimes de la répression menée par les autorités britanniques, qui déportaient systématiquement tous les militants identifiés comme communistes.

Le nationalisme qui régnait dans les deux communautés était extrêmement puissant et il fallait beaucoup de courage politique pour y résister. Ces militants n'en manquèrent pas. Ils tentèrent de convaincre des paysans palestiniens de refuser la vente de leurs terres aux organisations sionistes. Très tôt, ils cherchèrent, avec un succès limité, à recruter des militants parmi les Arabes.

Mais la politique que leur fit mener l'Internationale communiste stalinisée à partir de la fin des années 1920 ne pouvait leur permettre de surmonter ces obstacles et de dépasser les clivages nationaux : le Parti communiste fut contraint d'adopter une politique opportuniste à l'égard d'abord du nationalisme arabe (alignement sans aucune critique derrière le nationalisme réactionnaire arabe durant les années 1930), puis à l'égard du sionisme à partir du mo-

ment où les Britanniques devinrent les alliés de l'URSS pendant la guerre.

Ces politiques imposées de Moscou en fonction des intérêts diplomatiques du moment des dirigeants de l'URSS entraînèrent le départ de nombreux militants et des scissions à plusieurs reprises entre les parties juives et arabes du Parti.

Enfin, nombreux furent les militants qui disparurent au cours des purges qui décimèrent les rangs de l'Internationale communiste durant cette période.

La montée des tensions et la grande révolte arabe (1936-1939)

Conséquence de la politique sioniste, les immigrants juifs étaient considérés comme des envahisseurs – et il ne pouvait en être autrement. Un climat de méfiance s'instaura entre Juifs et Arabes, au point qu'une hostilité réciproque marqua de plus en plus leurs relations.

Les premiers affrontements entre Arabes et Juifs eurent lieu à l'occasion d'une manifestation célébrant le premier anniversaire de la déclaration Balfour, le 2 novembre 1918. D'autres se produisirent dans les années suivantes jusqu'à aboutir, en août 1929, aux premières émeutes antijuives. Pendant plusieurs jours, on assista à de véritables scènes de pogroms dans tout le pays, creusant un premier fossé de sang entre les deux communautés.

En 1936 éclata la grande révolte arabe qui ne prit fin qu'en 1939, sous les coups de la répression britannique. Pendant trois ans, la mobilisation prit des formes différentes suivant les lieux, les moments et les couches sociales qui y participèrent : grèves et

manifestations dans les villes, insurrections et guérilla dans les campagnes.

La révolte commença en avril 1936 par des affrontements entre Juifs et Arabes qui rappelaient ceux de l'été 1929. Mais un mouvement de grève commença à se répandre, impulsé par des comités créés localement. Il ne s'agissait pas seulement d'un mouvement contre la présence juive car, si les grévistes revendiquaient l'arrêt de l'immigration juive, ils exigeaient aussi l'élection d'une assemblée représentative. En fait, le mouvement était principalement dirigé contre l'occupation britannique.

Il existait depuis quelques années plusieurs partis nationalistes palestiniens. Chacun de ces partis était lié à une famille différente de notables. Ils se regroupèrent au sein d'un Haut Comité arabe (HCA), présidé par le Mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husseini.

Ce HCA assuma la direction du mouvement. Mais il chercha en permanence à jouer un rôle modérateur qui reflétait la peur sociale ressentie par tous les notables à l'égard d'un mouvement où intervenaient les couches les plus pauvres de la société arabe palestinienne. En appelant au boycott de la communauté juive, le HCA orientait le mouvement sur un terrain moins menaçant socialement.

La grève dura plus de six mois, jusqu'en octobre 1936. Les Britanniques obtinrent de plusieurs États arabes qu'ils interviennent auprès du HCA en demandant la fin de la grève. En échange, ces États promettaient de se faire les avocats des Palestiniens auprès du gouvernement britannique. À cette pression s'ajouta celle des patrons arabes des plantations d'agrumes qui voulaient pouvoir organiser la récolte.

Dans les mois qui suivirent la fin de la grève, le seul résultat concret fut la formation de la commission Peel chargée d'étudier la situation et de proposer des solutions. Évidemment, dans ses conclusions, cette commission se garda de remettre en cause la légitimité du mandat britannique mais, pour la première fois, elle proposa une partition de la Palestine entre Juifs et Arabes.

Outre la partition, Peel préconisa également de procéder à un « échange de population » entre les futurs États. Pour lui, le transfert de 225 000 Arabes et de 1 250 Juifs s'imposait afin d'éviter que l'État juif ne compte presque autant d'Arabes que de Juifs, ce qui devait donner lieu à un accord prévoyant des dédommagements. Toutefois, si les Arabes refusaient d'obtempérer, le transfert devrait être mis en œuvre par les Britanniques, « *en dernier recours* » par la force.

Les dirigeants nationalistes arabes refusèrent unanimement la perspective de cette partition, acceptée, en revanche, par les représentants des organisations sionistes. Non que ceux-ci aient renoncé à leur ambition de créer un État juif à l'échelle de l'ensemble de la Palestine. Mais comme l'expliquait Ben Gourion dans une lettre écrite à son fils Amos, cette partition pouvait constituer une étape pour mieux atteindre l'objectif du mouvement : « [Un] *État juif dans une partie* [de la Palestine] *n'est pas une fin, mais un commencement.* […] *Le territoire n'a pas seulement d'importance en soi* […], *c'est aussi un gain de pouvoir, qui nous permettra ensuite de mettre plus facilement la main sur la totalité de la Palestine. L'établissement d'un* [petit] *État* […] *fera effet de levier et nous aidera grandement dans nos efforts historiques pour récupérer la totalité du pays.* »

Cependant, la commission Peel fut vite oubliée car la révolte arabe reprit en 1937, prenant dans les campagnes un caractère insurrectionnel. Des milices paysannes se constituèrent, attaquant les Britanniques, prenant le contrôle de zones entières. La vieille ville de Jérusalem passa un moment sous le contrôle des insurgés. La mobilisation atteignit son plus haut niveau durant l'été 1938. On estime à près de 10 000 le nombre de combattants ayant rejoint les maquis à un moment ou à un autre.

Le mouvement eut également un caractère social. Dans les zones dont les paysans prenaient le contrôle, ils imposaient un moratoire des loyers et des dettes. De nombreux notables des villages, soupçonnés de collaborer avec les Britanniques, furent enlevés et exécutés.

La répression fut féroce. Les Britanniques établirent la loi martiale et firent appel à 30 000 soldats. Dans de nombreux villages, ils se livrèrent à des arrestations arbitraires, des exécutions sommaires, des dynamitages de maisons, plus de 20 000 au total. Ils utilisèrent l'aviation pour bombarder des zones habitées. Quatorze camps de détention furent créés, dans lesquels transitèrent près de 50 000 Palestiniens. Beaucoup furent déportés vers de lointaines colonies britanniques, les îles Seychelles notamment. Ce fut le cas de l'ensemble des membres du HCA. Au total, 10 % de la population fut exilée, blessée ou tuée.

Sous les coups de la répression, la révolte arabe finit par s'épuiser durant l'année 1939. Cette défaite mettait fin à une période d'intense agitation qui avait affecté une grande partie du Moyen-Orient. Tous les mouvements de révolte avaient eu en commun de refuser la politique des mandats du Royaume-Uni et de la France, ressentie comme une occupation étrangère. Tous ces mouvements eurent, à

un degré ou à un autre et d'une façon plus ou moins consciente, un caractère de contestation contre une structure sociale archaïque avec une minorité de grands propriétaires terriens et une masse de paysans pauvres, sans terre, étranglés par les dettes.

S'il était difficilement envisageable que, réduite à ses seules forces, la population arabe de Palestine ait pu faire lâcher prise à la grande puissance coloniale qu'était le Royaume-Uni, déterminée à cette époque à défendre l'intégrité de son empire, les puissances mandataires ont pu craindre, à un moment, de devoir faire face à un embrasement de toute la région.

Quant au mouvement sioniste, non seulement il ne se sentit aucune solidarité avec la révolte arabe, mais, fidèle à sa logique de colonisation, il participa même à la répression, fournissant des supplétifs à l'armée britannique. Weizmann, alors dirigeant de l'Organisation sioniste mondiale, déclara qu'il voyait dans la lutte des Britanniques contre les Arabes « *la lutte de la civilisation contre le désert* ».

Le Livre blanc de 1939

Alors que la Seconde Guerre mondiale s'annonçait, le Royaume-Uni pouvait craindre que les mouvements nationalistes arabes n'apportent leur soutien à l'Allemagne. C'est pourquoi, en 1939, au lendemain de cette révolte qui avait révélé la profondeur du mécontentement des populations palestiniennes, les autorités britanniques publièrent un Livre blanc dans lequel, pour la première fois, ils affirmèrent vouloir « *créer les conditions qui permettront à l'État indépendant de Palestine de s'établir au cours d'une période de dix années* ». Concernant l'immigration juive, celle-ci était contingentée

à un maximum de 75 000 immigrants pour les cinq ans à venir (alors qu'il y avait pu y avoir jusque-là, rappelons-le, 80 000 immigrants par an). Enfin, la volonté de limiter les achats de terres par les Juifs était explicitement évoquée.

Ce changement de politique intervenait alors que des milliers de Juifs cherchaient à fuir les persécutions dont ils étaient victimes en Europe, et alors que tous les pays occidentaux adoptaient des mesures contre l'immigration et fermaient leurs portes aux Juifs.

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale n'amena pas le gouvernement britannique à assouplir son attitude. Au contraire même, puisqu'il décida le 25 septembre 1939 d'interdire l'entrée en Palestine aux réfugiés venant de « *pays ennemis* » ou de « *pays occupés par l'ennemi* ». Étaient donc concernés les Juifs allemands et polonais ! Pour conserver un certain soutien parmi les classes dirigeantes arabes, le gouvernement britannique abandonnait à leur sort ceux des Juifs qui étaient le plus directement menacés par le régime nazi puisque, dans le même temps, il refusait de les accueillir sur son sol.

La situation à la veille de la Seconde Guerre mondiale

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, il existait en Palestine deux communautés nettement séparées. Cette situation résultait principalement de la politique délibérée des organisations sionistes dont l'objectif était de s'imposer à la population qui vivait en Palestine, et même de l'évincer. Par tous les moyens. Elles utilisèrent l'appui de l'impérialisme britannique, se mettant à son ser-

vice, n'hésitant pas à adjoindre leurs forces à celles de la puissance tutélaire contre la population locale.

Pourtant, en 1939, le mouvement sioniste était encore loin de son objectif. La communauté juive ne représentait qu'une minorité, à peine 30 % de la population, contrôlant seulement 6 % des terres. Il est vrai qu'économiquement elle affichait un dynamisme supérieur à la partie arabe, produisant plus de la moitié des richesses de l'économie palestinienne. Elle bénéficia des fonds collectés auprès des Juifs d'Occident, en particulier américains. Une partie de ceux qui, fuyant le nazisme, immigrèrent en Palestine durant ces années disposaient de ressources financières importantes. Le niveau de formation culturelle et technique de la population juive de Palestine était très élevé. Le taux d'alphabétisation des hommes était de 93 % ; le taux d'encadrement en médecins était de 40 pour 10 000 habitants, ce qui en faisait à l'époque le plus élevé du monde !

Certes, le décalage était grand entre le Yishouv et la société arabe palestinienne mais, pour autant, celle-ci était loin d'être « arriérée ». C'était au contraire l'une des plus avancées du Moyen-Orient. Dans son ouvrage *Palestine, histoire d'un État introuvable*, l'historien palestinien Rashid Khalidi, comparant les différents pays du Moyen-Orient de l'époque mandataire sous différents aspects (sommes collectées et dépensées par les gouvernements, revenu national, presse, éducation et degré d'alphabétisation), conclut ainsi son étude : « *Un tableau clair se dégage, celui d'une société et d'une économie arabes palestiniennes à coup sûr aussi bien développées que celles de n'importe lequel de ses voisins pendant la même période, voire plus développées que certains.* […] *Une multiplicité d'observations subjectives concernant la prospérité générale de la société arabe palestinienne, le haut niveau du journalisme palestinien ou*

l'excellente qualité de son système scolaire, comme le rapportent des visiteurs des autres pays arabes, confortent ces conclusions tirées d'informations quantitatives, malgré toutes les insuffisances et les nombreuses lacunes dont elles sont entachées. »

Ce n'est pas seulement grâce à sa « supériorité économique » que le mouvement sioniste est parvenu à imposer la création de l'État d'Israël. Cela n'aurait pas suffi. Le mouvement sioniste a bénéficié d'un autre facteur décisif : la féroce répression militaire exercée, entre 1936 et 1939, par la première puissance coloniale de l'époque, le Royaume-Uni, qui a anéanti une partie de la société palestinienne, notamment sa fraction la plus formée culturellement et politiquement.

Chapitre III

De la naissance d'Israël à la guerre des Six Jours (1948-1967)

La lutte des organisations sionistes contre l'occupation britannique

Les dirigeants sionistes étaient déterminés à obtenir la création d'un État, et non plus seulement d'un « foyer national ». Ben Gourion déclara en septembre 1939 aux commandants de la Haganah : « *La Première Guerre mondiale nous a donné la déclaration Balfour, cette fois nous devons obtenir un État pour les Juifs.* »

Pour obtenir la création d'un État juif, les organisations sionistes choisirent, pour la première fois, d'entrer en lutte contre la puissance britannique. Pour l'emporter dans cette épreuve de force, elles cherchèrent de nouveaux alliés et se tournèrent vers les États-Unis. En mai 1942, à l'hôtel new-yorkais Biltmore, une conférence extraordinaire, réunissant des délégués sionistes d'Europe, des États-Unis et de Palestine, adopta une plate-forme exigeant une immigration juive illimitée en Palestine sous le contrôle de l'Agence juive, l'établissement d'un État juif sur toute la superficie du pays et la création d'une armée juive. Ce programme, dit « de Biltmore »,

fut, quelques mois plus tard, adopté par l'Organisation sioniste à Jérusalem.

Les dirigeants américains, trop contents de trouver là un moyen de réduire l'influence britannique au Moyen-Orient, se déclarèrent rapidement favorables à la prise en compte des revendications sionistes.

Les Britanniques adoptèrent la même tactique que lors du précédent conflit, cherchant à laisser entrevoir à chacune des forces en présence la possibilité d'avoir satisfaction. Le Premier ministre du moment, Winston Churchill, qui passait pour être favorable aux thèses sionistes, évoqua la nécessité de créer un État juif à la fin de la guerre, sans pour autant décider un allègement des restrictions à l'immigration juive en Palestine, même quand il fut difficile d'ignorer les massacres en masse de Juifs.

En réalité, comme à la fin de la précédente guerre mondiale, les dirigeants britanniques entendaient bien se dépêcher d'oublier leurs promesses pour se maintenir en Palestine. Et pour s'en donner les moyens, ils portèrent leurs effectifs militaires à près de 100 000 hommes.

Le changement le plus décisif intervint avec l'afflux, au lendemain de la libération des camps d'extermination par les Alliés, de dizaines de milliers de Juifs. Parmi les Juifs qui avaient survécu, ceux qui vivaient avant la guerre en Allemagne, en Autriche ou dans des pays d'Europe de l'Est où l'antisémitisme avait été particulièrement virulent comme en Pologne, se refusaient à retourner dans leur pays d'origine. Ces « personnes déplacées », comme les appelaient les Alliés, étaient plus de 100 000 et furent parqués dans des camps, en attendant de trouver un pays d'accueil. Mais aucun

des pays occidentaux ne voulait d'eux. Les États-Unis, entre 1945 et 1948, n'acceptèrent que 25 000 juifs d'Europe sur leur territoire.

Ces milliers de rescapés des camps de la mort purent légitimement se sentir abandonnés du monde entier. Quel qu'ait pu être leur niveau d'intégration dans les pays où ils vivaient avant la guerre, ils étaient tous devenus des « sans-patrie ». Beaucoup se tournèrent alors vers les organisations sionistes qui prétendaient leur offrir une nouvelle patrie, capable, elle, de les protéger. Cette patrie était certes à conquérir, mais ces milliers de survivants qui venaient de connaître l'enfer se sentaient la force et l'énergie du désespoir pour le faire.

La mise sur pied des réseaux clandestins pour acheminer les Juifs d'Europe en Palestine fut confiée à une organisation, le Mossad. La plupart des navires affrétés étaient arraisonnés par les Britanniques. À partir d'août 1946, les Juifs interceptés étaient parqués dans des camps à Chypre (11 000 durant les seuls mois de mars, avril et mai 1947) avant d'être renvoyés en Europe dans d'autres camps spécialement destinés aux « personnes déplacées ».

Les Britanniques parvinrent à entraver efficacement la progression de l'immigration juive. Mais, par contre, ils perdirent la « bataille de l'opinion publique », choquée par le sort réservé à ces Juifs qui, après avoir échappé à la mort dans des camps de concentration, étaient renvoyés, sans ménagement, dans d'autres camps.

Le périple du navire l'*Exodus*, en juillet 1947, connut un large retentissement. Arraisonné par les garde-côtes de la marine britannique, après un abordage qui fit trois morts, ses 4 500 passagers furent renvoyés vers l'Europe. Arrivés en Allemagne, ils furent débarqués de force sous les yeux des journalistes du monde entier.

Au lendemain de la guerre, les organisations sionistes engagèrent une lutte militaire contre l'occupation britannique. Les premiers attentats furent organisés par les groupes d'extrême droite, l'Irgoun et le Lehi, un groupe fondé par un dissident de l'Irgoun, Abraham Stern. Ils sabotèrent des oléoducs, firent exploser des bâtiments et allèrent jusqu'à assassiner des soldats britanniques. Deux soldats furent enlevés, pendus et leurs corps bourrés d'explosifs de façon à tuer ceux qui les décrocheraient… Dans le même temps, l'Irgoun posait des bombes dans des marchés des quartiers arabes, car, si pour créer l'État juif, il fallait se dégager de l'occupation britannique, il fallait aussi terroriser les populations palestiniennes qui y étaient hostiles. Par la suite, les mêmes dirigeants israéliens ne trouvèrent pas de mots assez durs pour dénoncer le terrorisme des organisations palestiniennes. Mais les méthodes de l'Irgoun, dont un des dirigeants, Menahem Begin, allait devenir Premier ministre à la fin des années 1970, n'avaient rien à leur envier.

L'attitude des dirigeants de l'Agence juive par rapport aux attentats contre les Britanniques changea à plusieurs reprises. Dans un premier temps, la Haganah et une unité de commandos d'élite fondée en 1942, le Palmach, participèrent à des opérations aux côtés de l'extrême droite. L'armée britannique réagit en arrêtant des militants et certains furent condamnés à mort. À partir de 1946, l'Agence juive ayant plutôt choisi de miser sur l'action diplomatique, la Haganah cessa toute action militaire mais, division tacite du travail, ils laissèrent l'Irgoun continuer de poser des bombes. En juillet 1946, des militants de cette organisation parvinrent à faire sauter l'hôtel du Roi-David, QG des forces britanniques.

Enfin, quand il devint de plus en plus évident que les Britanniques allaient abandonner la Palestine, considérant que les

attentats risquaient alors de compromettre la reconnaissance imminente d'un État juif, l'exécutif sioniste s'opposa aux groupes terroristes, collaborant même avec la police anglaise.

Le plan de partage de l'Onu

Soumis aux pressions américaines, incapables de mettre fin aux troubles organisés par les sionistes, les dirigeants britanniques se résignèrent finalement à confier à l'Onu le soin de proposer une solution à la question palestinienne. Le 29 novembre 1947, l'Onu adopta, avec le vote de la résolution 181, un plan de partage de la Palestine en deux États, un État juif et un État palestinien. Fait notable en cette période de début de la guerre froide, ce plan fut soutenu à la fois par les États-Unis et l'Union soviétique, les deux puissances trouvant là l'occasion de diminuer le poids du Royaume-Uni dans une région où celui-ci avait été quasiment hégémonique durant l'entre-deux-guerres.

Les frontières proposées par les diplomates de l'Onu avantageaient nettement le futur État israélien. Les Juifs, qui ne représentaient qu'un tiers de la population et occupaient à peine plus de 10 % du territoire palestinien, se voyaient accorder le contrôle de 55 % de la Palestine.

L'historien Ilan Pape, dans son ouvrage *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, souligne l'injustice de ce partage : « *Au sein des frontières de leur État tel que le proposait l'Onu, ils* (les Juifs) *ne possédaient que 11 % des terres et ils étaient minoritaires dans tous les districts sauf un. Dans le Néguev – région aride, certes, mais qui avait malgré tout une population bédouine et rurale considérable, et qui constituait un gros morceau de l'État juif –, ils ne constituaient que*

1 % de la population totale. […] *La résolution de partition intégrait les terres les plus fertiles à l'État juif projeté, ainsi que la quasi-totalité de l'espace urbain et rural juif en Palestine. Mais cet État comprenait aussi 400 villages palestiniens (sur plus de 1 000).* »

Les représentants palestiniens et les dirigeants des États arabes refusèrent ce partage. Ces derniers, réunis dans la Ligue des États arabes qui venait de se créer, annoncèrent qu'ils entreraient en guerre contre le futur État juif dès sa création. Mais aucune opération militaire ne devait commencer avant la fin du mandat britannique.

Les dirigeants sionistes, officiellement, se montraient ouverts à la négociation sur la base du plan de l'Onu. Mais, en réalité, comme en 1937, la partition n'était envisagée que comme une étape. Avec presque les mêmes termes qu'en 1937, Ben Gourion expliquait à un représentant de l'Onu : « *Nous sommes prêts à considérer la question d'un État juif sur une partie significative de la Palestine tout en réaffirmant notre droit sur toute la Palestine.* » Autant dire que les dirigeants sionistes n'entendaient donc pas accepter la création d'un État palestinien.

Pour les sionistes, ce plan de l'Onu était inacceptable pour une raison plus fondamentale encore : un mouvement dont l'objectif était la création d'un État « purement » juif ne pouvait accepter une division qui prévoyait un État juif comprenant 499 000 Juifs et 438 000 Palestiniens, c'est-à-dire une « balance démographique » presque en équilibre. Comme le déclara le 2 novembre 1947 Ben Gourion devant l'exécutif de l'Agence juive, parlant des Palestiniens à l'intérieur du futur État juif : ces Palestiniens risquant de devenir « *une cinquième colonne* », « *on peut soit les arrêter en masse, soit les expulser ; mieux vaut les expulser* ».

Naissance de l'État d'Israël et déclenchement de la première guerre israélo-arabe

Le 14 mai 1948, la veille du départ des troupes britanniques, Ben Gourion proclama la naissance de l'État d'Israël, sans attendre la période de transition recommandée par l'Onu. Dès le lendemain de cette proclamation, les armées de plusieurs États arabes envahissaient la Palestine.

La première guerre israélo-arabe dura jusqu'en juillet 1949, entrecoupée par deux trêves, du 11 juin au 8 juillet et du 18 juillet au 15 octobre 1948. L'État d'Israël en sortit victorieux et repoussa ses frontières bien au-delà de ce que proposait le plan de partage de l'Onu. À la fin du conflit, il occupait 78 % de la Palestine.

Cette guerre a été présentée par les dirigeants israéliens comme la lutte de David contre Goliath, comme la lutte quasi désespérée des rescapés du régime hitlérien contre les États arabes coalisés pour les rejeter à la mer.

Il est vrai que les milliers de Juifs qui combattirent alors avaient le sentiment de défendre leur existence. Cela leur donna une détermination bien supérieure à celle des soldats des armées arabes, souvent commandées par des officiers incompétents et corrompus.

Mais, en fait, le rapport de force militaire n'était pas si défavorable aux Israéliens. En mai 1948, l'ensemble des forces arabes sur le théâtre des opérations n'excédait pas 25 000 soldats, alors que la jeune armée israélienne, Tsahal, créée fin mai 1948, alignait 35 000 soldats, puis 100 000 en décembre de la même année.

L'armée israélienne bénéficia, à partir de mars 1948, d'importantes livraisons d'armes en provenance de Tchécoslovaquie, traduction concrète du soutien soviétique au nouvel État. Ces

équipements modernes contribuèrent à faire la différence avec les armées arabes sous-équipées.

Enfin, dernier atout, et non des moindres, dès la fin de 1946, l'Agence juive avait engagé des pourparlers avec Abdallah, le roi de Transjordanie (qui deviendra, en janvier 1949, la Jordanie). Ils aboutirent à un accord de partage de la Palestine. En échange de la Cisjordanie, Abdallah s'engagea à ne pas participer aux actions militaires des forces arabes contre les Israéliens. Cet accord, resté secret, présentait l'avantage de neutraliser l'armée jordanienne, seule armée arabe capable de s'opposer véritablement à l'armée israélienne. Israël tenta tout de même de conquérir la partie arabe de Jérusalem qui devait revenir à la Jordanie. Mais face à la résistance de l'armée jordanienne, les Israéliens durent y renoncer. En annexant finalement la Cisjordanie à son royaume en 1950, le roi Abdallah montrait le peu de cas qu'il faisait des droits nationaux des Palestiniens.

Quant aux autres États arabes, ils étaient eux aussi préoccupés de défendre d'abord leurs intérêts avant ceux des Palestiniens. Ainsi, l'Égypte qui prit le contrôle de la bande de Gaza fut le premier des États arabes à signer un armistice avec Israël, ce qui donna aux autres belligérants un argument vis-à-vis de leurs opinions publiques pour faire de même.

L'expulsion des Palestiniens : le nettoyage ethnique

Entre 1947 et 1949, de 700 000 à 800 000 Palestiniens ont été expulsés de leurs terres ou des villes qu'ils habitaient, ce que les Palestiniens appellent la *Nakba* (la « catastrophe »). Les Israéliens ont

toujours prétendu que ces Palestiniens étaient partis d'eux-mêmes, répondant aux appels des dirigeants des États arabes. Mais de tels appels n'ont jamais existé. L'historien israélien Benny Morris[7], dans son livre *La Naissance du problème des réfugiés palestiniens, 1947-1949*, explique : « *À aucun moment durant la guerre, les dirigeants arabes n'ont publié un appel général aux Arabes de Palestine à quitter leur maison et leur village et à errer vers l'exil. Pas plus qu'il n'y eut de campagne à la radio ou dans la presse arabes ordonnant aux Palestiniens de fuir. En réalité, je n'ai pas trouvé de trace d'une telle campagne et, si elle avait eu lieu, s'il y avait eu de telles émissions, elles auraient été citées ou au moins laissé des traces dans la documentation. Les services de renseignements du Yichouv* […] *et les ambassades britanniques et américaines au Moyen-Orient enregistraient tous les programmes des radios arabes. La BBC en faisait autant. Mais aucun d'entre eux, dans les milliers de rapports sur ces enregistrements, n'a jamais – sans même parler de citation – fait référence à une seule de ces prétendues émissions.* » Au contraire même, puisqu'avec le début de l'exode palestinien, il y eut des appels enjoignant aux Arabes de ne pas quitter leurs foyers.

En réalité, le départ de ces centaines de milliers de Palestiniens (dont le nombre est d'ailleurs difficile à estimer précisément) résulta de l'application d'une politique de nettoyage ethnique qui visait à « judéiser » les régions contrôlées par les sionistes.

7. Benny Morris fut le premier de ces « nouveaux historiens » dont les travaux, dans les années 1980, remirent en cause l'histoire officielle des premières années de l'État israélien. Pour autant, à l'exception d'Ilan Pape, aucun d'entre eux ne remettait en cause l'idéologie sioniste dont ils continuaient de se réclamer. Après avoir été l'un des premiers à avoir mis en lumière le « nettoyage ethnique » pratiqué en 1947-48 contre les Palestiniens, Benny Morris reprit à son compte les thèses de l'extrême droite sioniste et devint un partisan déclaré de l'expulsion de tous les Arabes hors des frontières israéliennes.

Ce nettoyage ethnique commença avant même la proclamation de l'État d'Israël. On peut dire qu'il était inhérent au projet sioniste qui, dès le début, avait envisagé la nécessité d'un « transfert » des populations locales. Sa préparation avait commencé dans les années 1930 avec l'établissement, par le Fonds national juif, des dossiers de villages. À partir de photos aériennes, une carte de chacun des quelque 1 200 villages palestiniens avait été établie avec des renseignements sur la situation topographique, les voies d'accès, la qualité des terres, les ressources en eau, les principales sources de revenus, la composition sociopolitique, les affiliations religieuses, le nom des *mukhtars* (les chefs de village), les relations avec les autres villages, l'âge de ses habitants de sexe masculin de seize à cinquante ans, etc. Un indice d'« hostilité » était évalué en fonction de la participation à la révolte de 1936, avec une liste de tous ceux qui y avaient participé et des familles qui avaient perdu un de leurs membres dans les combats contre les Britanniques. Était noté en particulier le nom de ceux qui étaient réputés avoir tué des Juifs. La plupart allaient être très souvent purement et simplement exécutés par les milices sionistes quand les villages palestiniens passèrent sous leur contrôle à partir de 1947.

Ainsi les sionistes avaient une connaissance très précise de la réalité de la société arabe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ils savaient très précisément que la majorité de la population, encore sous le coup de la répression de la révolte des années 1930, ne se battrait pas contre le partage proposé de la Palestine, même si elle ne l'approuvait pas. En novembre 1947, le commandement militaire sioniste pouvait affirmer « *que les Arabes n'avaient personne pour les organiser correctement* ».

Les opérations militaires qui commencèrent dès décembre 1947 – c'est-à-dire avant le déclenchement de la première guerre israélo-arabe – participaient d'une volonté de « désarabiser » les territoires qui seraient contrôlés par le futur État juif, provoquant un premier exode de 75 000 Palestiniens.

À partir de février 1948, les forces sionistes, aussi bien l'armée régulière – la Haganah – que les milices paramilitaires, commencèrent à mettre en œuvre un plan de nettoyage ethnique, dénommé plan Daleth (*Daleth* est la quatrième lettre de l'alphabet hébraïque et il s'agissait du quatrième plan de ce type).

D'après les termes mêmes de ce plan, la conduite des opérations passait « *soit par la destruction des villages (en les incendiant, en les dynamitant et en plaçant des mines dans leurs décombres), et spécialement ces centres de population qu'il est difficile de contrôler en permanence ; ou bien en montant des opérations de ratissage et de contrôle conformément aux directives suivantes : encerclement des villages et conduite des recherches en leur sein. En cas de résistance, les forces armées doivent être anéanties et la population refoulée hors des frontières de l'État.* »

Entre mars et mai 1948 eurent lieu un certain nombre de massacres dont le plus connu est celui du village de Deir Yassin où, le 9 avril, 250 hommes, femmes et enfants de ce village furent massacrés par des militants de l'Irgoun. Et il y en eut bien d'autres. Ce même mois d'avril, la ville de Haïfa fut vidée de sa population palestinienne. Puis, ce fut au tour de Jaffa de connaître le même sort. Environ 250 000 Palestiniens furent expulsés durant ces mois qui précédèrent à proprement parler le début de la guerre israélo-arabe.

Le déclenchement des hostilités allait permettre d'organiser l'expulsion des Palestiniens à une échelle encore supérieure. À partir de

juin 1948, un « comité du transfert » fut constitué, officieux jusqu'à la fin août 1948, officiel après, présidé par Yosef Weitz qui occupait aussi le poste de directeur du Département de la terre au Fonds national juif. Pour donner un aperçu des idées de cet homme, il suffit de citer un extrait de son *Journal*, écrit en décembre 1940 : « *Il doit être clair qu'il n'y a pas d'espace dans le pays pour deux peuples* [...] *Si les Arabes s'en vont, le pays deviendra large et spacieux pour nous* [...]. *La seule solution* (après la fin de la Seconde Guerre mondiale), *c'est la Terre d'Israël, au moins la partie occidentale de la Terre* (la partie à l'ouest du Jourdain), *sans Arabes. Il n'y a pas de compromis possible sur ce point !* » (cité par Benny Morris, *La Naissance du problème des réfugiés palestiniens, 1947-1949*).

L'expulsion de milliers de Palestiniens fut ponctuée de nombreux massacres, de dynamitages de maisons, d'exécutions sommaires, de viols. Les Druzes furent souvent épargnés, les Israéliens reprenant à leur compte la tactique britannique du « diviser pour régner ». Parfois, les Arabes chrétiens purent rester dans leurs villages, mais d'autres fois, ils furent traités exactement comme les autres Palestiniens, en fonction probablement des choix du commandement local.

Au total, quelque 370 villages palestiniens furent rayés de la carte. À la fin de la guerre, ils reçurent des noms israéliens pour effacer complètement la trace des précédents occupants.

Les Palestiniens trouvèrent refuge dans les pays voisins. À eux trois, la Jordanie, le Liban et la Syrie accueillaient, en 1950, près de 300 000 personnes, réparties dans 35 camps. Dans les premières années, tant que les Palestiniens eurent l'espoir de retrouver leurs terres dans un avenir proche, ces camps se présentaient comme une succession interminable de grandes tentes. Quand il devint

évident que ce ne serait pas le cas, des constructions en dur remplacèrent progressivement les toiles, donnant à ces camps l'allure d'immenses bidonvilles.

L'Onu vota, le 11 décembre 1948, une résolution reconnaissant à ces réfugiés le droit au retour. Cette résolution ne fut jamais suivie d'aucune mesure de contrainte à l'encontre d'Israël. La seule action de l'Onu fut de créer, en décembre 1949, une agence spéciale, l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés palestiniens) pour s'occuper d'assurer les soins et l'éducation des Palestiniens. L'UNRWA employait des milliers de Palestiniens, ce qui leur donnait une source de revenus, souvent la seule.

Malgré les efforts des dirigeants israéliens pour obtenir un État « ethniquement pur », un peu plus de 150 000 Palestiniens restèrent dans le nouvel État israélien, qui fut admis le 11 mai 1949 au sein des Nations unies.

Israël, depuis sa naissance, a eu comme politique de s'imposer par la force au reste du monde arabe. Significativement, aucun traité de paix n'est venu conclure la première guerre israélo-arabe, seuls des accords d'armistice ont été signés entre Israël et ses voisins, laissant en suspens de nombreux litiges quant à la délimitation des frontières. Les États arabes ne tenaient pas, vis-à-vis de leur opinion publique, à reconnaître l'État israélien. Mais les dirigeants israéliens eux-mêmes n'étaient pas pressés de fixer des frontières qu'ils espéraient encore étendre.

Le représentant israélien aux Nations unies, Abba Eban, expliquait alors à Ben Gourion : « *Les accords d'armistice sont suffisants pour nous. Si nous courons après la paix, les Arabes en demanderont le prix : ou des territoires, ou le retour des réfugiés, ou les deux. Il vaut mieux attendre quelques années.* »

C'est donc une situation de paix armée qui s'établit, une situation forcément précaire d'autant que l'armée israélienne s'accorda à plusieurs reprises le droit de mener des opérations de représailles sur le territoire de la Syrie ou de la Jordanie après des « infiltrations » de Palestiniens.

Ce *statu quo* a été remis en cause à deux reprises par Israël, en 1956 avec sa participation, aux côtés des armées franco-britanniques, à l'expédition de Suez contre Nasser, et en 1967 avec la guerre des Six Jours. Il y a plusieurs raisons à cette attitude belliciste de l'État israélien. Israël, depuis 1948, n'avait pas renoncé à ses revendications territoriales, sur la Cisjordanie et sur la bande de Gaza. Pour cette raison, il restait en état de guerre avec les États arabes voisins. Pour se gagner le soutien militaire des grandes puissances, Israël se fit le défenseur de leurs intérêts dans la région, ceux des Franco-Britanniques lors de la nationalisation du canal de Suez, mais surtout ceux des États-Unis, qui lui accordèrent leur soutien inconditionnel. Avec Israël, ils disposaient d'un allié sûr, qui plus est d'un État pouvant s'appuyer sur la mobilisation de toute sa population dans un contexte où tous les États arabes, confrontés à l'expression de sentiments nationalistes et à une montée des mécontentements populaires, risquaient d'en être déstabilisés.

La guerre israélo-égyptienne de 1956

Le 26 juillet 1956, le dirigeant égyptien Gamal Abdel Nasser nationalisa le canal de Suez, contrôlé jusque-là par la Grande-Bretagne et la France. Nasser cherchait à se dégager de la tutelle des deux puissances coloniales qui avaient soumis l'Égypte depuis le XIX^e^ siècle. En réaction, les gouvernements anglais et français

s'entendirent pour monter une expédition militaire à laquelle ils associèrent Israël.

Le scénario élaboré entre les chancelleries de Londres et Paris était simple : Israël devait attaquer l'Égypte, et un corps expéditionnaire franco-britannique serait envoyé à Suez pour sécuriser la zone du canal et, officiellement, « s'interposer » entre les belligérants.

La première partie du scénario se déroula conformément au plan établi. En quelques jours, les chars israéliens atteignirent la zone du canal. Mais après le parachutage des premières troupes franco-britanniques, les États-Unis, qui n'avaient pas envie de voir les deux puissances européennes maintenir leur influence dans la région, adressèrent un ultimatum à la France et à la Grande-Bretagne, exigeant l'arrêt de l'opération. Ces dernières furent obligées de rembarquer piteusement leurs troupes et Israël dut évacuer les territoires occupés.

L'opération se solda par un échec complet. Nasser, vaincu militairement, sortit renforcé politiquement de cette guerre. Pendant plusieurs années, il incarna la cause du nationalisme arabe. Pour les Israéliens, la démonstration était faite qu'il était préférable de bénéficier du soutien de la principale puissance impérialiste plutôt que de ses seconds couteaux.

La guerre des Six Jours (juin 1967)

Israël a présenté cette guerre comme défensive, prétendant que son existence était en danger. En réalité, les dirigeants israéliens furent à l'origine de la tension croissante qui se manifesta dans les années 1960 avec le voisin syrien et qui conduisit au conflit de juin 1967.

En 1976, dans une série d'entretiens privés avec un journaliste, Moshe Dayan, ministre de la Défense en juin 1967, a évoqué la stratégie de « *grignotement* » de bouts de territoire menée durant cette période : « *Je sais comment ont commencé au moins 80 % des heurts qui s'y sont produits* [à la frontière israélo-syrienne]. *Plus de 80 % même, selon moi, mais mettons 80 %. Voilà comment les choses se sont passées : nous envoyions un tracteur labourer un endroit où il n'était pas possible de faire quoi que ce soit, dans la zone démilitarisée, et nous savions d'avance que les Syriens se mettraient à tirer. S'ils ne tiraient pas, nous demandions au tracteur de continuer à avancer, jusqu'à ce que les Syriens finissent par être exaspérés et par tirer. Alors, nous faisions intervenir l'artillerie et, par la suite, l'aviation en plus. Voilà comment ça se passait.* »[8]

En mai 1967, la crise entre Israël et la Syrie s'aggrava, notamment après qu'Itzhak Rabin, alors chef d'état-major, eut brandi la menace d'un renversement du régime syrien. Or l'Égypte était liée à la Syrie par un traité de défense, et son dirigeant, Nasser, se voyait de plus en plus reprocher son inaction. Soucieux de préserver son crédit auprès de l'opinion publique arabe, Nasser décida de déployer des troupes égyptiennes dans le Sinaï, exigeant le départ des troupes de l'Onu qui y étaient présentes depuis 1956. Le 22 mai, il ferma le détroit de Tiran, sur la mer Rouge, à la navigation israélienne.

Nasser ne souhaitait pas aller jusqu'à la guerre, bien conscient de la supériorité militaire d'Israël. Mais Israël se saisit du prétexte ainsi fourni pour engager les hostilités et surprendre ses adversaires par une offensive éclair. Le 5 juin 1967, l'aviation israélienne clouait au sol la totalité des aviations égyptienne et syrienne. Commençait ensuite une vaste offensive qui allait permettre à Israël d'occuper le

8. Cité par Avi Shlaim, *Le Mur de fer, Israël et le monde arabe,* Buchet-Castel, 2007, p.271.

désert du Sinaï et la bande de Gaza conquis sur l'Égypte, la partie orientale de Jérusalem et la Cisjordanie enlevées à la Jordanie, et le plateau du Golan à la frontière syrienne. La victoire d'Israël sur les États arabes fut écrasante et acquise en moins d'une semaine (d'où l'expression « guerre des Six Jours »).

Israël était alors au faîte de sa puissance. Il avait le sentiment de pouvoir tout se permettre. Dans le pays, un climat de triomphalisme chauvin se développa. Si certains des dirigeants déclaraient que les territoires occupés serviraient de monnaie d'échange dans le cadre de négociations, d'autres proclamaient qu'Israël ne rendrait jamais des territoires considérés comme partie intégrante du « Grand Israël ».

Jérusalem-Est fut annexé et la ville réunifiée devint la capitale d'Israël. Les autres territoires occupés restèrent, eux, sous statut militaire (le Golan fut annexé en 1981). Leur annexion aurait été plus difficile à justifier sur le plan international. À cela s'ajoutait un problème supplémentaire. Si, en 1967, des dizaines de milliers de Palestiniens fuirent devant l'arrivée des soldats israéliens et gagnèrent des camps en Jordanie ou au Liban, les autres, des centaines de milliers, firent cette fois le choix de rester. En annexant les Territoires occupés, Israël aurait été obligé d'accorder à un million de Palestiniens la citoyenneté israélienne avec tous les droits politiques qui en découlaient.

Pour la première fois, l'armée israélienne se retrouva donc dans la situation de devoir durablement gérer, comme une armée d'occupation, des territoires où les Palestiniens étaient majoritaires. C'était une situation nouvelle dont les conséquences politiques furent nombreuses : développement de la colonisation, montée du racisme anti-arabe, développement d'une extrême droite

nationaliste, glissement à droite de l'ensemble de la société israélienne. De 1967 jusqu'à aujourd'hui, les Israéliens n'ont pas fini de payer chèrement les fruits empoisonnés de leur victoire lors de la guerre des Six Jours.

Chapitre IV

Du « rêve sioniste » à la réalité de la société israélienne

Israël se voulait, à ses origines, un État différent des autres, mêlant un certain messianisme religieux (redonner sa patrie biblique au peuple juif) à des idéaux prétendument socialistes, professés par ses fondateurs. Ben Gourion, devenu Premier ministre du jeune État, déclara à la Knesset, le Parlement israélien : « *Nos actes et notre politique ne sont pas guidés par les seules considérations économiques, mais par une vision sociale et politique héritée de nos prophètes et imprégnée des enseignements de nos plus grands sages et des professeurs de notre temps.* » Dans le même discours, il parla aussi de l'esprit du sionisme socialiste qui allait permettre de changer l'homme et les rapports sociaux.

Pourtant, à tout point de vue, Israël fut loin de répondre à ces promesses.

Un État fondé sur la ségrégation à l'égard des Arabes

Par le seul fait que ses dirigeants avaient l'ambition de créer un État juif, une « démocratie pour les Juifs », ils excluaient plusieurs

dizaines de milliers de personnes. L'État israélien pratiquait tout à fait officiellement une ségrégation à l'égard des non-Juifs, et plus particulièrement à l'égard des Arabes.

La « loi du retour », adoptée en 1950, avait prévu que tout Juif venant vivre en Israël pouvait acquérir la citoyenneté israélienne. Les centaines de milliers d'Arabes palestiniens qui furent chassés au moment de la création d'Israël se virent refuser ce droit. Ils furent spoliés de tous les biens qu'ils avaient dû laisser derrière eux. Les soldats israéliens furent les premiers à se livrer au pillage, depuis de simples objets domestiques jusqu'aux troupeaux qui avaient été abandonnés. Cela se fit ouvertement, des centaines de camions étant réservés à cet effet. Souvent, le butin était destiné à l'usage personnel du pilleur, mais parfois le fruit du pillage revenait à un kibboutz dont le soldat était originaire.

En 1949, le gouvernement avait fait adopter la « loi des absents » avec l'objectif de légaliser ce pillage, de le rendre moins « anarchique ». Cette loi stipulait que les biens des Palestiniens qui avaient quitté leur domicile avant une date précise (le 29 novembre 1947) devenaient propriétés du gouvernement. Mais même les milliers qui n'avaient pas quitté le pays et vivaient encore en Israël furent spoliés de leurs biens. Ils reçurent le qualificatif, spécialement inventé pour eux, de « présents absents »…

Un administrateur des « biens des absents » se retrouva à gérer une masse considérable et variée de biens issus de ce vol. Un premier recensement très incomplet tenta d'établir un inventaire : 45 000 maisons et appartements, 7 000 boutiques et autres locaux commerciaux, environ 500 ateliers et fabriques industrielles, plus de 1 500 entrepôts et plus de 300 000 hectares de terres avec leurs cultures et leur bétail.

Tous ceux qui tentèrent de revenir chez eux – souvent de simples paysans qui avaient voulu retrouver leur maison, leur terre ou des proches – furent traités comme des terroristes tentant de s'infiltrer en Israël. Les soldats avaient quasiment droit de vie et de mort sur ces « infiltrés » quand ils les arrêtaient. La lutte contre « l'infiltration arabe » devint une des priorités de l'État israélien dans ses premières années. Elle visait en fait à empêcher le retour des expulsés.

Les Arabes restés en Israël furent soumis jusqu'en 1966 à un régime militaire qui reposait sur les dispositions d'urgence que les Britanniques avaient prises entre 1936 et 1945 pour lutter contre la révolte arabe d'abord, contre le mouvement sioniste ensuite. Ce statut particulier accordait à des gouverneurs militaires des pouvoirs élargis sur les populations arabes. Leur moindre déplacement nécessitait un laissez-passer, accordé ou refusé tout à fait arbitrairement. Prétextant des nécessités sécuritaires ou d'intérêt public, les autorités militaires poursuivirent la politique de confiscation des terres.

Pour autant, la levée de ce statut militaire ne donna pas aux Palestiniens les mêmes droits qu'aux Juifs. En effet, la loi distinguait – et distingue encore aujourd'hui[9] – parmi les citoyens israéliens des nationalités différentes (Juifs, Druzes, Circassiens, Chrétiens, Arabes…) auxquelles étaient – et sont toujours aujourd'hui – associés des droits différents, seuls les Juifs étant, de ce point de vue, des citoyens à part entière.

9. Voir page 112 et suivantes.

Les premiers Israéliens

Mais, même si l'on ne considère que les Juifs, Israël ne fut pas la terre d'accueil ouverte et fraternelle que beaucoup espéraient trouver.

Les premiers immigrants étaient des Ashkénazes, c'est-à-dire des Juifs originaires d'Europe de l'Est. Ils furent suivis par des Juifs provenant du Moyen-Orient et du Maghreb, les Séfarades. De 1948 à 1951, il y eut plus de 550 000 immigrants, dont plus de 240 000 étaient originaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Cet afflux d'immigrants dépassait largement les capacités d'accueil du jeune État israélien. Bien que certains se soient émus à l'époque des conditions déplorables réservées aux nouveaux arrivants, le gouvernement refusa de ralentir cette vague d'immigration, car il craignait qu'après les premières années le flux ne finisse par se tarir. C'est donc en sachant qu'ils n'avaient que des taudis à leur proposer que les dirigeants israéliens invitèrent les Juifs du monde entier à venir en Israël.

Les premiers immigrants (entre 140 000 et 160 000) se virent attribuer les logements anciennement occupés par des Palestiniens : 45 000 à Jaffa, 40 000 à Haïfa, 5 000 à Acre. Mais très rapidement, cela ne fut plus suffisant.

À leur arrivée en Israël, les immigrants étaient d'abord conduits dans un ancien camp britannique, réaménagé et baptisé Shaar Haaliyah (la Porte de l'immigration) où les autorités procédaient aux formalités d'enregistrement et à un examen médical. Si, à l'origine, le séjour dans ce camp ne durait que quelques jours, avec l'augmentation du nombre d'immigrants, la durée s'allongea. Dans un deuxième temps, les immigrants étaient transférés dans d'autres camps où ils pouvaient rester plusieurs mois. Les conditions de vie

dans ces camps, constitués de tentes de toiles puis de baraquements en bois, étaient telles que certains purent dire, même parmi les représentants des autorités, que les camps de réfugiés en Allemagne étaient plus « humains ». Plusieurs familles étaient logées sous une même tente, dans une totale promiscuité, sans eau courante, sans électricité. Il n'y avait pas de médecin, rien n'était prévu pour scolariser les enfants. Répondant aux critiques qui lui étaient adressées, Ben Gourion déclara que ceux qui n'étaient pas capables de vivre dans des tentes n'avaient pas leur place en Israël[10] .

Le gouvernement israélien chercha à envoyer ces nouveaux Israéliens dans les campagnes fonder de nouvelles colonies sur des terres fraîchement conquises. Mais la majorité d'entre eux n'avaient nullement envie de se transformer en paysans. Le choix ne leur fut pas toujours laissé. Certains, emmenés en camion, furent débarqués de force dans la colonie agricole qui leur avait été attribuée. Ces colonies n'avaient parfois rien à envier aux camps de transit d'où ils sortaient : pas d'eau ni d'électricité non plus. Cela explique sans doute que l'ensemble des colonies n'absorba que 20 % des immigrants, la majorité d'entre eux refusant d'y rester.

À leur arrivée, nombre d'immigrants furent confrontés à des réactions de rejet de la part des Israéliens déjà installés. Cela allait de l'hostilité traditionnelle à l'égard du nouvel arrivant qui vient vivre « aux crochets de la société », jusqu'aux préjugés racistes les plus primaires, surtout quand il s'agissait d'immigrants venus du Moyen-Orient ou d'Afrique du Nord. Ils étaient décrits comme sales, arriérés. Ils avaient en fait le défaut de trop ressembler à des Arabes ! Les dirigeants israéliens, tous d'origine européenne,

10. Cité par l'historien israélien Tom Segev dans *Les Premiers Israéliens*, Calmann-Lévy, p. 161.

regrettaient cette « baisse du niveau culturel » de la population. Ben Gourion, parfaitement représentatif de ce cercle fermé et élitiste, résuma leur état d'esprit avec cette formule : « *Quand l'État a vu le jour, il n'a pas trouvé la nation qu'il espérait.* »

Les Juifs yéménites eurent le douteux privilège de faire l'objet d'une importante opération médiatique. En mai 1948, soucieux de démontrer qu'il était prêt à « *sauver les Juifs persécutés* » dans le monde entier, le gouvernement mit sur pied une importante opération aéroportée, l'opération « Tapis volant », pour rapatrier les 49 000 Juifs yéménites en Israël. En réalité, ceux-ci ne fuyaient aucune persécution, mais des conditions de vie misérables. Après avoir été à l'honneur pendant un temps, ils furent traités, comme les autres Arabes, de « *sous-développés* », de « *déficients mentaux, primitifs et incapables* » ainsi que le reconnut plus tard le ministère des Affaires sociales[11].

Ces Juifs d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient n'ont quitté les camps de transit que pour se retrouver dans les quartiers les plus pauvres – parfois de véritables bidonvilles – ou pour être dirigés vers les « villes de développement », construites à la périphérie des grands centres urbains ou dans le Néguev et qui restèrent très sous-développées par rapport au reste du pays.

Dès ses premières années, la société israélienne fut loin d'être ce modèle de cohésion sociale vantée par ses pères fondateurs. Elle était au contraire profondément inégalitaire. Les Séfarades, ces « Juifs arabes », furent victimes en partie de la ségrégation qui frappait tous les Arabes vivant en Israël. Par la suite, cette division à la fois ethnique et sociale ne fit que s'accentuer. La société israélienne acquit alors les caractères qu'elle a conservés

11. Cité par Tom Segev, *Les Premiers Israéliens*, op. cit.

jusqu'à aujourd'hui : les couches supérieures de la société, de la bourgeoisie aux ouvriers les plus qualifiés, étaient ashkénazes, et les manœuvres, la main-d'œuvre non qualifiée, le sous-prolétariat était séfarade ou arabe.

Les conditions réservées à ces Juifs orientaux provoquèrent de fortes tensions sociales. Dès 1949, des immigrants manifestèrent pour réclamer du pain et du travail, envahissant des bureaux de l'Agence juive ou tentant de prendre d'assaut la Knesset. Dix ans plus tard, de violentes émeutes éclatèrent dans un quartier de Haïfa, à Wadi Salib, et à Beercheba, principale ville du Néguev, contre la brutalité policière et la discrimination pratiquée à l'égard des Séfarades.

Institutions et vie politique

Les institutions qui se mirent en place à la naissance de l'État israélien n'allaient subir quasiment aucun changement important par la suite. Le Parlement, la Knesset, renouvelé tous les quatre ans, compte cent vingt membres élus à la proportionnelle et au scrutin de liste, le pays tout entier constituant une seule circonscription. La réalité du pouvoir appartient à un Premier ministre désigné par la Knesset. La vie politique israélienne est marquée par une constante : aucun parti n'a jamais été assez puissant pour être capable de gouverner seul. L'obtention d'une majorité à la Knesset a toujours nécessité la constitution d'une coalition.

Aux premières élections à la Knesset, en 1949, les deux partis qui arrivèrent largement en tête se revendiquaient du socialisme. Le premier d'entre eux était le parti travailliste Mapaï de Ben Gourion. Au travers du syndicat Histadrout et de ses coopératives, il

contrôlait des secteurs entiers de l'économie, le principal mouvement de kibboutzim et de nombreuses associations culturelles et sportives.

Les fondateurs et cadres de ce parti étaient tous des Ashkénazes, issus des premières vagues d'immigration. Dès la naissance d'Israël, ils constituèrent la couche dirigeante, monopolisant tous les postes de direction aussi bien dans la bureaucratie d'État, l'armée, les entreprises sous contrôle étatique ou liées à la Histadrout (jusque dans les années 1960, la bureaucratie syndicale comptait moins de 1 % de Séfarades). Ils constituaient une véritable caste dirigeante et relativement fermée. Pour cette raison, le Mapaï apparut très rapidement aux yeux des plus pauvres comme le parti des riches, des privilégiés.

À sa gauche existait le Mapam, représentant un courant se revendiquant du marxisme. Issu de la fusion du groupe Hashomer Hatzaïr avec d'autres organisations socialistes, il avait abandonné, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la revendication d'un État binational pour s'aligner sur la politique du Mapaï. En 1948, le Mapam avait intégré sans aucune réticence le premier gouvernement provisoire israélien dirigé par Ben Gourion. L'un des représentants du Mapam, qui devint ministre de l'Intérieur, exigea seulement de ne pas être responsable des forces de police pour ne pas avoir à s'occuper du maintien de l'ordre, ce qui nécessita la création d'un ministère spécialement dédié à la police.

Pendant la première guerre israélo-arabe, la majorité des membres et des officiers des unités d'élite, comme ceux du Palmach, appartenaient au Mapam ou étaient originaires de *kibboutzim* que ce parti contrôlait. Vis-à-vis des populations arabes, le Mapam

fut amené à agir de la même façon que les autres organisations sionistes, usant souvent de la même brutalité.

Ne se distinguant en rien du Mapaï, dont il épousa complètement la politique dans les années suivantes, en l'accompagnant parfois de « critiques de gauche » qui ne portaient pas à conséquence, le Mapam finit par devenir quasiment marginal dans la vie politique israélienne.

À droite de l'échiquier politique, le Hérout, dirigé par Menahem Begin, héritier du Parti révisionniste, développait une politique ultranationaliste et antisocialiste. En 1948, ce courant était encore très minoritaire.

Enfin, pour terminer la revue des partis politiques israéliens, il faut parler du seul parti non sioniste, ayant conquis une réelle audience électorale et militante chez les Arabes israéliens, le Parti communiste.

Après la création de l'État d'Israël, les variations de ses positions politiques ont reflété directement celles de la diplomatie soviétique. Celle-ci ayant appuyé la naissance de l'État hébreu, le Parti communiste, au moment de la guerre dite « d'indépendance », chercha à prouver qu'il était plus sioniste que n'importe quel autre parti… Plus sioniste même que Ben Gourion auquel il reprocha son retrait du Sinaï en 1949 !

Par la suite, le soutien apporté par l'URSS aux mouvements nationalistes arabes obligea le Parti communiste à effectuer un virage politique qui provoqua, en 1965, une scission entre sa fraction juive et arabe. Le Parti communiste juif, le Maki, cessa complètement toute critique du sionisme et rallia l'union nationale au moment de la guerre des Six Jours. Quant au Parti communiste arabe, le

Rakakh, il devint le seul parti légal à ne pas être sioniste et à militer pour la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens.

L'emprise de la religion

Dans cet État qui se définissait comme juif, le problème de ses liens avec la religion se posa d'emblée. Les fondateurs, bien que tous membres d'un des partis socialistes, ne se proclamaient pas athées et préféraient, tel Ben Gourion par exemple, se dire « libre penseur ». Mais, afin de pouvoir se poser en représentant de l'ensemble du peuple juif, y compris de sa droite la plus extrême, les dirigeants travaillistes ont toujours recherché l'alliance des partis religieux, même ceux qui, ne se reconnaissant pas dans un projet trop éloigné de leurs textes sacrés, n'étaient pas sionistes.

D'emblée, Ben Gourion se montra prêt à favoriser les partis religieux. Il leur accorda des postes ministériels dans ses premiers gouvernements. Aucune constitution ne fut adoptée pour ne pas contrarier ceux qui souhaitaient que la Torah – version juive de la Bible – soit le fondement de l'État juif. Dès 1947, pour obtenir le soutien du parti religieux ultra-orthodoxe Agoudat-Israël, pourtant antisioniste, Ben Gourion adressa à ses dirigeants une lettre dans laquelle il leur promettait de garantir l'exclusivité des tribunaux rabbiniques en matière de statut personnel, de mariage, de divorce, d'identité juive. Il reconnaissait aussi le shabbat et les fêtes juives comme jours de repos obligatoire. Il garantissait également le respect des interdits alimentaires religieux dans toutes les institutions publiques et promettait de préserver l'entière autonomie du système d'éducation religieux, subventionné par l'État.

Toutes ces promesses furent tenues par Ben Gourion. Par la suite, aucun des gouvernements israéliens ne remit en cause cette attitude envers les religieux. Ainsi, ces partis socialistes ont fini par bâtir un État où la religion tient une place aussi importante que dans bien des États théocratiques, de l'Arabie saoudite à l'Iran des mollahs.

Mais si, d'une certaine façon, le caractère théocratique de la monarchie saoudienne a été le produit d'une société dominée traditionnellement par la religion, il n'en fut pas de même dans le cas d'Israël. L'emprise croissante de la religion sur la vie sociale israélienne résulta à l'inverse de la politique de ses dirigeants et, plus précisément, de leur démission. Au sein de la société israélienne, il y avait tous les éléments pour bâtir un État moderne, où la religion aurait été nettement séparée des institutions publiques. La majorité des militants des principaux partis socialistes qui jouissaient d'une influence prédominante dans les premières années de l'État israélien en étaient partisans, mais pas au point de refuser les alliances, les concessions et les compromis faits aux religieux.

L'état civil et le mariage furent laissés aux autorités rabbiniques. Le divorce n'était donc pas reconnu, seule la répudiation de la femme par le mari permettait à un couple de se séparer. Les membres des autres communautés relevaient de leurs tribunaux religieux respectifs. Dans ce système, les mariages de couples mixtes devinrent impossibles. Leur seul recours était de se marier à l'étranger mais, du coup, leur union n'étant pas reconnue, leurs enfants étaient considérés comme « illégitimes ». Encore aujourd'hui, dans cet État israélien, c'est toujours la loi de la Torah qui s'applique

dans les affaires civiles concernant les Juifs, et ce sont des tribunaux religieux qui statuent sur ces questions.

L'organisation du système éducatif offrit un autre exemple de compromissions entre l'État et la religion. Durant la période mandataire, il existait, au sein du Yichouv, plusieurs réseaux d'écoles liés chacun à des partis ou aux religieux. Quand le système fut unifié par l'État israélien au début des années 1950, à côté des écoles laïques subsista un réseau d'écoles religieuses d'État et un autre, regroupant les écoles ultra-orthodoxes, autonome mais subventionné par l'État. Par ailleurs, y compris dans les écoles laïques, les cours de religion furent rendus obligatoires.

Les tentatives quasi permanentes des religieux d'accroître encore davantage leur emprise sur les institutions et sur la société provoquèrent régulièrement des réactions du camp laïc. Dès 1949, le respect du shabbat donna lieu à de véritables affrontements, les religieux tentant d'imposer que les transports publics ne circulent pas ce jour-là. Dans les années 1960, les *haredim* (les « hommes qui tremblent devant Dieu »), ces hommes habillés tout en noir, organisèrent de nombreuses manifestations contre le service militaire des femmes, contre les autopsies ou pour protester contre les transplantations d'organes, manifestations qui prenaient souvent un caractère violent.

L'un des débats les plus lourds de conséquences porta sur la question de savoir qui était juif. En définitive, seule la religion apportait une réponse précise à cette question. Mais que répondre à ceux qui demandaient à bénéficier de la « loi du retour » sans être reconnus comme juifs par les autorités religieuses ? Cette question, qui provo-

qua une crise ministérielle en 1958, est revenue régulièrement agiter la vie politique israélienne.[12]

Le Parti travailliste crut pouvoir « utiliser » les religieux dont les revendications se limitaient au début au terrain « cultuel ». Mais, en se renforçant et en s'organisant, cette mouvance s'orienta de plus en plus vers l'extrême droite, ne se contentant plus de prendre position sur des questions strictement religieuses. En 1956, le Parti national religieux se constitua. Grâce à son réseau d'écoles religieuses et à son activisme, son influence s'accrut, affaiblissant par là même le poids politique du parti travailliste. Ce dernier avait cru pouvoir se servir de la religion, mais au final, ce furent les religieux qui se servirent des travaillistes comme d'un vulgaire marchepied.

L'économie israélienne

Il était à la mode, à une époque, de parler d'un « socialisme israélien ». Le passé des fondateurs d'Israël, le collectivisme des kibboutzim et la part importante prise par l'État dans l'économie israélienne y contribuèrent. Pourtant, la politique menée par les dirigeants israéliens n'eut pas grand-chose de « socialiste », dans quelque domaine que ce soit.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, presque tous les pays eurent recours à l'intervention de l'État dans l'économie pour assurer leur redémarrage. Pour Israël, il s'agissait même d'un premier démarrage : l'économie était totalement à bâtir, sans même qu'existe une bourgeoisie disposant des capitaux nécessaires à cette

12. En 1970, la Cour suprême dut se prononcer et se rallia à la définition religieuse de la « judéité » : « *Est juif celui qui est né d'une mère juive ou s'est converti et n'est plus rattaché à aucune religion.* »

tâche. La responsabilité en revint donc à l'État qui venait tout juste de se créer. Cette situation suffit seule à expliquer le rôle décisif du financement public, comprenant aussi bien le secteur public que le secteur coopératif contrôlé par la Histadrout. Quant aux kibboutzim, leur place sur le plan économique est toujours restée très limité.

Les premières années de l'existence d'Israël furent marquées par la pénurie. À partir de 1949, le gouvernement établit un système de rationnement des produits alimentaires. L'année suivante, habillement et chaussures furent rationnés à leur tour. Comme toujours dans ce genre de situation, les marchandises avaient tendance à disparaître des circuits de distribution légaux pour réapparaître au marché noir.

Ce n'est qu'à partir de 1952 qu'une amélioration commença à se faire sentir, notamment grâce aux réparations allemandes d'un montant de trois milliards de marks qui servirent au paiement de marchandises et de prestations effectuées en Allemagne. Et puis Israël put, comme toujours, compter sur les dons collectés par l'organisation sioniste mondiale auprès de la diaspora, et surtout sur l'aide occidentale, essentiellement américaine. De tous les pays qui bénéficièrent d'une aide de la part des pays occidentaux, Israël fut de loin celui qui perçut – et perçoit encore aujourd'hui – l'aide par habitant la plus importante.

Dans un contexte où les marchés les plus proches – ceux des pays arabes – lui étaient fermés, l'économie israélienne disposait de peu de débouchés pour ses produits exportables, essentiellement la taille des diamants et la culture d'agrumes. Elle se trouvait par ailleurs dans la nécessité d'importer presque toutes ses matières premières et ses biens d'équipement. De tels déséquilibres

économiques ne pouvaient manquer de provoquer des crises importantes.

En fait, ces crises récurrentes montraient que l'État juif n'était pas viable économiquement : implanté comme un corps étranger au Moyen-Orient, il ne pouvait tout simplement pas survivre sans être maintenu sous perfusion par une aide extérieure, essentiellement celle des États-Unis. Ainsi, sur le plan économique également, le soutien américain était devenu une condition d'existence pour Israël.

Chapitre V

De la naissance d'un mouvement nationaliste palestinien aux accords d'Oslo

Des années Nasser à la naissance d'un mouvement palestinien indépendant

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants des États arabes furent confrontés à une montée du mécontentement populaire. Ils devaient souvent leur pouvoir à l'intervention directe des puissances occidentales, en particulier à celle de la Grande-Bretagne. Socialement, ils ne représentaient qu'une minorité de privilégiés. Pour toutes ces raisons, ils ne bénéficiaient pas d'une grande légitimité, et leur impuissance à s'opposer à la création d'Israël les discrédita fortement.

Des courants politiques se réclamant du panarabisme connaissaient une audience de plus en plus importante. Ce panarabisme reflétait la conscience des masses arabes d'appartenir à un même peuple, parlant une même langue, partageant une histoire commune et exprimait leur révolte contre leurs gouvernants qui

apparaissaient comme des complices, sinon des créatures des puissances coloniales occidentales.

Soumis à la pression de ces grandes puissances d'un côté, à celle de leurs peuples de l'autre, les États arabes connurent durant cette période une histoire politique marquée par des affrontements violents et une grande instabilité. En Syrie, un coup d'État militaire eut lieu dès 1949, après la défaite face à Israël. En 1952, en Égypte, le roi Farouk, lié aux Occidentaux, fut renversé par un groupe d'officiers dont l'un d'entre eux, Nasser, finit par s'imposer comme le seul dirigeant au sommet de l'État. En 1958, en Irak, un autre coup d'État militaire dirigé par le général Kassem mit fin à la monarchie hachémite.

Ce tourbillon qui semblait entraîner toute la région amena parfois les puissances occidentales à intervenir militairement. Ainsi, en 1958 au Liban, 14 000 soldats américains furent envoyés soutenir le régime du dirigeant pro-occidental Camille Chamoun menacé par un mouvement pro-nassérien.

De tous les dirigeants nationalistes de cette période, l'Égyptien Nasser fut celui qui suscita le plus d'espoirs parmi les masses arabes. Sa popularité atteignit son apogée en 1956, lors de la nationalisation du canal de Suez et, quelques années plus tard, entre 1958 et 1961, au moment de l'union de l'Égypte et de la Syrie.

Après la défaite de 1947-1949, la majorité des Palestiniens s'étaient retrouvés dispersés dans des camps de réfugiés, plongés dans un désarroi profond, sans organisation, sans moyen de se faire entendre d'une façon indépendante. Les anciens partis, très étroitement liés aux familles de notables et aux anciennes classes dirigeantes, avaient disparu dans la débâcle.

Plusieurs petits groupes palestiniens furent fondés dans ces années-là avec une nouvelle génération de militants. En 1950, au Caire, Yasser Arafat, alors jeune étudiant, créait une « Union des étudiants palestiniens ». À la même époque, Georges Habache, étudiant en médecine à l'université américaine de Beyrouth, fut à l'origine, avec d'autres étudiants, du Mouvement nationaliste arabe (MNA), se revendiquant du panarabisme. Ces organisations regroupèrent peu de monde car, durant ces années, pour retrouver leur patrie, les Palestiniens allèrent plutôt mettre leurs espoirs dans l'action des États arabes et en particulier de Nasser. Le portrait du dirigeant égyptien fut accroché au mur de la plupart des demeures des réfugiés palestiniens, tous écoutant avidement la radio égyptienne La Voix des Arabes.

La guerre des Six Jours, en 1967, et la défaite des armées arabes mirent un terme à ces attentes, en particulier au sein de la jeune génération qui n'avait connu que les camps de réfugiés. Grâce à l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens), elle avait été fortement scolarisée, si bien que ces réfugiés, traités parfois comme des parias dans les pays arabes où ils avaient trouvé refuge, connaissaient le taux de scolarisation le plus élevé du Moyen-Orient. Et, privilège particulièrement rare pour l'époque, les écoles de l'UNRWA étaient mixtes, permettant aussi aux garçons comme aux filles de bénéficier d'un enseignement laïc. Beaucoup purent poursuivre des études supérieures, faisant des Palestiniens le peuple le plus diplômé de la région. Certains trouvèrent du travail dans les pays du Golfe ou, quand c'était possible, comme en Jordanie, dans l'administration du pays d'accueil, parfois même à un haut niveau de l'appareil d'État. Seulement, la majorité n'avait

aucune perspective de pouvoir jamais sortir des camps. L'avenir de tous ces hommes et femmes était complètement bouché, mais ils avaient reçu l'éducation nécessaire pour en avoir une conscience aiguë. Tous les ingrédients étaient réunis pour forger une génération de révoltés, voire de révolutionnaires.

Le mouvement fedayin et l'impasse du nationalisme palestinien

L'Organisation de libération de la Palestine (l'OLP), créée en 1964, regroupait en son sein les principaux courants politiques palestiniens. À l'origine, l'OLP était une émanation des États de la Ligue arabe, et en particulier de l'Égypte. Son principal dirigeant, Ahmad Shoukeyri, alignait son attitude sur celle de ses protecteurs auxquels il ne voulait surtout pas déplaire.

Après la défaite brutale de 1967, les Palestiniens prirent conscience qu'ils ne pouvaient compter que sur leur propre action et sur leur propre mobilisation, pas du tout sur les États arabes, quel que soit le discours de leurs dirigeants. Les plus combatifs et les plus déterminés se tournèrent massivement vers les organisations palestiniennes qui entendaient engager une lutte armée contre Israël, principalement vers le Fatah, fondé par Arafat en 1959. Par milliers, par dizaines de milliers, les jeunes Palestiniens rejoignirent les milices combattantes, devenant des *fedayin*.

Des groupes de combat pénétraient en Israël, se livrant à des attentats et affrontant même les soldats israéliens. En mars 1968, des fedayin du Fatah mirent en échec des forces israéliennes supérieures en nombre qui avaient lancé une attaque sur Karameh, un village jordanien. Cette bataille donna une aura particulière

au Fatah, lui permettant d'attirer la majorité de ces fedayin et de renforcer son influence. Au point qu'en 1969 Arafat put prendre la direction de l'OLP.

Pendant une dizaine d'années, le mouvement nationaliste palestinien a constitué une force organisée autonome, indépendante des États arabes. Dans chaque camp palestinien, des milices armées s'étaient constituées. Tous les domaines de la vie sociale étaient pris en charge par des organisations liées à l'OLP, que ce soit les hôpitaux, l'aide sociale, l'éducation, etc.

Immédiatement après la guerre des Six Jours, les États arabes furent obligés de laisser se développer ce mouvement qui, bénéficiant d'une popularité croissante, échappait de plus en plus à leur contrôle. Dans tout le Moyen-Orient et dans le monde arabe en général, la cause palestinienne rencontrait la sympathie des populations. Les fedayin étaient respectés pour leur courage. Leur combativité était un exemple et la preuve que même les derniers des parias pouvaient se défendre et se faire respecter.

Les Palestiniens, par leur seule présence et du fait de leur dispersion dans plusieurs pays, pouvaient contribuer à provoquer des explosions sociales susceptibles de se généraliser à l'échelle de toute cette région marquée par de fortes inégalités. Et cela, indépendamment de la politique des dirigeants de l'OLP. Il faudrait même dire malgré eux.

Si les gouvernements des États arabes pouvaient redouter cette éventualité, la direction de l'OLP la craignait tout autant car elle était contraire à ses objectifs, limités à un cadre nationaliste étroit. Arafat avait beau se proclamer « révolutionnaire », entretenant soigneusement son image de combattant en apparaissant toujours vêtu d'une vareuse militaire, d'un keffieh et le pistolet à la ceinture,

la « lutte armée » qu'il prônait ne visait pas à révolutionner l'ordre social et politique du Moyen-Orient.

Il se garda donc bien de critiquer les régimes arabes, même les plus archaïques d'entre eux. Il se garda bien d'encourager si peu que ce soit des mouvements sociaux ou politiques qui auraient pu déstabiliser les États arabes qu'il considérait comme des alliés.

Pour Arafat, l'action armée ne servait en fait qu'à appuyer l'action diplomatique en vue d'une reconnaissance de la part des États arabes et des grandes puissances, à commencer par la première d'entre elles, les États-Unis. Son seul objectif était la création d'un État palestinien, avec son drapeau, son armée et un peuple faisant preuve de « discipline », c'est-à-dire acceptant d'être soumis à cet État. Cet objectif répondait à l'aspiration de cette petite bourgeoisie palestinienne dont Arafat se faisait le représentant.

Les dirigeants de l'OLP, restant dans cette logique nationaliste opposant les Palestiniens aux Juifs, ne tentèrent pas d'enfoncer un coin entre les Israéliens et leur gouvernement. Jusqu'en 1974, l'objectif mis en avant par l'OLP était la création d'un État palestinien sur l'ensemble du territoire occupé par Israël. La charte de l'OLP ne reconnaissait une place de droit dans un futur État palestinien qu'aux seuls Juifs « *qui vivaient normalement en Palestine avant l'invasion sioniste* ». Fallait-il remonter à 1917 ? Et que devenaient les autres ? À partir de 1969, l'OLP formula la revendication d'un État palestinien laïc et démocratique, garantissant des droits égaux aux citoyens de toute confession, en lieu et place de l'État d'Israël. Le droit des populations juives à disposer d'un État n'était donc pas reconnu.

La politique des dirigeants palestiniens apportait de l'eau au moulin des gouvernements israéliens, qui pouvaient se présenter

en défenseurs du peuple juif luttant pour sa survie et compter ainsi sur le soutien sans faille de sa population pour mener leur politique guerrière.

Certaines organisations palestiniennes se revendiquaient du marxisme, de la « révolution socialiste arabe » comme le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache, créé à partir du MNA en 1967, et le Front démocratique de libération de la Palestine, scission du FPLP, de Nayef Hawatmeh. Mais ces groupes ne proposaient pas une politique réellement différente. Ils cherchèrent à apparaître plus radicaux sur le terrain de la « lutte armée », voire des actions terroristes. Au début des années 1970, le FPLP se livra à une surenchère dans ce domaine en organisant des détournements d'avions et des prises d'otages médiatiques.

Le FPLP critiquait Arafat pour les négociations qu'il semblait prêt à mener, pour les compromis qu'il semblait prêt à accepter. Mais Habache, tout comme Arafat, déterminait sa politique en fonction des États dont il recherchait le soutien : il chercha le soutien de l'URSS, de la Chine et, dans la région, il se retrouva dans l'orbite de la Syrie, vis-à-vis de laquelle il accepta de taire toute critique.

Le massacre de Septembre noir (1970)

Pour autant, le refus des dirigeants de l'OLP de contester les États arabes ne leur valut aucune gratitude de leur part. Ceux-ci se méfiaient de ce mouvement nationaliste palestinien qu'ils ne contrôlaient pas, qui semblait souvent les défier et qui constituait, dès qu'il devenait trop puissant à leurs yeux, un danger à éradiquer. Quand l'OLP se trouva dans cette situation, elle resta sur la

défensive, cherchant à préserver à tout prix ses alliances, et se vit contrainte à l'affrontement dans une position défavorable.

Après la guerre des Six Jours, le royaume de Jordanie, qui possédait la frontière la plus longue avec Israël, accueillit sur son sol des dizaines de milliers de Palestiniens. Ceux-ci devinrent majoritaires. Les commandos armés palestiniens avaient pignon sur rue et comptaient plus de 40 000 combattants. L'armée jordanienne elle-même était composée majoritairement de Palestiniens. Les dirigeants de l'OLP jouissaient d'une grande popularité dans l'ensemble de la population et apparaissaient – bien malgré eux – en situation de devenir les maîtres du pays, ce qui ne pouvait qu'encourager toutes les formes de contestation du pouvoir en place.

Le roi Hussein de Jordanie ne pouvait accepter très longtemps une telle situation. Le 17 septembre 1970, il envoya l'armée contre les camps palestiniens, utilisant des blindés et l'aviation au sein même des principales villes du pays. La direction de l'OLP laissa les groupes de fedayin complètement livrés à eux-mêmes, sans directives, réduits à se défendre le dos au mur dans une position désespérée. Malgré une supériorité militaire écrasante, les troupes jordaniennes mirent plusieurs jours à venir à bout de la résistance palestinienne au prix de combats acharnés et de milliers de morts.

Le 27 septembre 1970, Arafat participa à une rencontre de « réconciliation » organisée par Nasser la veille de sa mort, réunion au cours de laquelle il serra la main du monarque jordanien, une main encore rouge du sang de nombreux Palestiniens. Cela ne servit à rien. Après des mois d'affrontements, les dernières forces palestiniennes présentes dans le nord du pays, près de 5 000 fedayin, furent massacrées en juillet 1971 dans les forêts de l'Ajloun.

Après un court passage par la Syrie, la direction palestinienne et la majorité des combattants gagnèrent le Liban.

D'une guerre à une autre (1967-1973)

Après trois ans de ce qu'on a appelé la « guerre d'usure », entre 1967 et 1970, durant laquelle des accrochages permanents eurent lieu entre les armées israéliennes et arabes, Israël témoigna d'une intransigeance qui conduisit les États arabes à rechercher une nouvelle confrontation militaire. Ceux-ci avaient en outre besoin, vis-à-vis de leur opinion publique, de reconquérir un crédit réduit à néant à la suite de la défaite humiliante subie lors de la guerre des Six Jours.

L'Égypte et la Syrie, après avoir reconstitué leurs forces militaires, s'entendirent pour mener une offensive commune. Le 6 octobre 1973, jour de la fête religieuse juive de Yom Kippour durant laquelle tout le pays était à l'arrêt, les troupes arabes coalisées parvinrent à percer les lignes de défense israéliennes aussi bien dans le Sinaï que sur le plateau du Golan. Les armées égyptienne et syrienne étaient parvenues à ébranler et à faire reculer la toute-puissante armée israélienne. Ce simple fait constituait une victoire, sinon militaire, du moins politique. Par la suite, l'armée israélienne parvint, au prix de combats acharnés, à reprendre le dessus, bénéficiant, atout non négligeable, d'un pont aérien des États-Unis l'approvisionnant en matériel militaire.

Pour la première fois, Israël s'était laissé surprendre par une offensive des États arabes. Du côté israélien, la guerre dite du Kippour fut bien plus meurtrière que celle de 1967 (2 838 morts, soit près

de trois fois plus qu'en juin 1967) et provoqua un profond traumatisme dans une population qui ne se sentait plus si invincible.

L'accord de paix avec l'Égypte (1978)

Après la guerre du Kippour, le discrédit du gouvernement alors au pouvoir était considérable. Des manifestations avaient lieu quotidiennement pour exiger la démission du Premier ministre, Golda Meir. Celle-ci finit par quitter le pouvoir en 1974. Un nouveau gouvernement travailliste lui succéda, dirigé par Itzhak Rabin, l'ancien chef d'état-major des forces armées israéliennes pendant la guerre des Six Jours. Mais trois ans plus tard, en 1977, le Likoud, vaste rassemblement de droite formé en 1973 et dirigé par Begin, remportait les élections, mettant fin à trente ans de suprématie des travaillistes.

Begin était parvenu à capter à son profit un électorat populaire séfarade, attiré par ses critiques de « l'Establishment socialiste » essentiellement constitué de Juifs d'origine ashkénaze. Son parti avait même été capable, contrairement au Parti travailliste, d'intégrer des séfarades dans ses rangs, y compris parmi ses cadres dirigeants.

Les travaillistes avaient aussi recueilli les fruits empoisonnés de la colonisation des territoires occupés qu'ils avaient eux-mêmes encouragée, quasiment dès le lendemain de la conquête. Les colonies se développèrent, mais ce n'était plus les colonies « socialisantes » des années 1920. Les colons des années 1970 étaient issus des milieux religieux orthodoxes. Ces partisans de l'annexion des territoires occupés au sein d'un « Grand Israël » apportèrent leurs suffrages à Begin, l'ancien militant de l'Irgoun, au discours ultranationaliste.

Une fois arrivé au pouvoir, fort de son image d'homme de la droite « dure », Begin put se permettre finalement ce qu'aucun travailliste n'avait osé faire de peur d'être accusé de faiblesse à l'égard des Arabes. En 1978, il signa les accords de Camp David avec l'Égypte, premier traité de paix avec un État arabe. En contrepartie, Israël se retira du Sinaï, rétrocédé à l'Égypte, et démantela *manu militari* les colonies qui s'y étaient installées.

Mais il n'était pas question pour autant de reconnaître le moindre droit aux Palestiniens. Le président égyptien Sadate et Begin signèrent un texte qui prévoyait – déjà – la mise en place d'une autorité autonome dans les territoires, texte qui resta lettre morte.

Si les dirigeants des puissances occidentales rendirent hommage à Sadate, le présentant comme « un homme de paix » – cet accord valut à ses signataires le prix Nobel de la paix –, une grande partie de l'opinion publique arabe y vit une trahison.

Les accords de Camp David allaient en fait permettre à Israël de s'assurer la complicité de l'Égypte. Et, à court terme, assuré de ne plus rien avoir à craindre au sud de son territoire, Israël allait pouvoir se lancer dans une guerre au Liban.

L'intervention israélienne au Liban

C'est au Liban que se joua le dernier acte du mouvement fedayin. La présence palestinienne y était importante depuis le premier exode qui avait suivi la naissance de l'État d'Israël. Les relations entre l'OLP et l'État libanais avaient déjà pris un cours conflictuel après 1967. Un accord, conclu en 1969 au Caire, avait accordé aux camps palestiniens un quasi-statut d'extraterritorialité. Après 1970 et le « Septembre noir » jordanien, le mouvement palestinien

au Liban s'était encore renforcé par l'afflux de nouveaux arrivants. L'OLP avait installé son quartier général à Beyrouth. Une région du Sud-Liban, à la frontière israélienne, était tellement sous l'emprise des fedayin qu'elle reçut le surnom de « Fatahland ».

Le Liban, même si on le surnommait la « Suisse du Moyen-Orient », connaissait de fortes contradictions sociales. Une bourgeoisie, essentiellement constituée de chrétiens maronites, affichait une prospérité insolente, tandis que des milliers d'hommes et de femmes, majoritairement des musulmans, vivaient dans des bidonvilles des faubourgs de Beyrouth qui n'avaient rien à envier aux camps palestiniens.

Recouvrant en partie mais pas complètement ces oppositions sociales, des divisions confessionnelles, entretenues – sinon créées – par les autorités françaises durant la période mandataire jusqu'à l'indépendance de 1943, marquaient fortement la vie politique libanaise. Un savant dosage reconnu dans la constitution avait établi une répartition des pouvoirs entre les différentes communautés chrétiennes, musulmanes et druzes.

À plusieurs reprises, des tensions importantes avaient déjà donné lieu à des affrontements, à des mouvements populaires. En 1975, la montée des conflits sociaux et la radicalisation des forces politiques déboucha sur une guerre civile.

C'est le mitraillage d'un bus palestinien par des miliciens chrétiens d'extrême droite qui marqua le déclenchement des affrontements. Aucun gouvernement ne fut plus en mesure de reprendre le contrôle de la situation. L'armée libanaise elle-même finit par éclater. Avant de prendre par la suite un caractère confessionnel sous l'influence des directions des différentes forces en présence, cette

guerre civile opposa au début la fraction la plus réactionnaire des couches privilégiées chrétiennes aux masses les plus pauvres.

Les Palestiniens se retrouvèrent impliqués directement dans les affrontements. Mais les dirigeants de l'OLP les laissèrent, dans un premier temps, sans politique. Arafat expliqua que les Palestiniens n'avaient pas à se mêler de ce conflit, qu'ils devaient s'en tenir à l'écart car cela ne concernait pas la lutte pour un État palestinien. En juin 1975, il déclara : « *Tout ce qui se passe au Liban est injustifiable. La révolution palestinienne sait pour sa part que le véritable champ de bataille se trouve en Palestine et qu'elle ne peut tirer aucun bénéfice d'une bataille marginale qui la détournerait de son véritable chemin.* »

Cette attitude devint intenable et les combattants palestiniens se retrouvèrent très vite associés à une coalition dite des forces « palestino-progressistes ». Durant l'été 1976, ce camp se retrouva en position de l'emporter sur les milices chrétiennes. Ce fut la Syrie qui, en juin 1976, intervint militairement au Liban pour appuyer les forces chrétiennes et les sauver de la déroute. En s'opposant à la victoire de ceux qui étaient jusque-là leurs « alliés naturels », les dirigeants syriens démontraient à la communauté internationale qu'ils pouvaient jouer le rôle d'un gendarme soucieux de la préservation de la stabilité régionale. Bien sûr, ils cherchaient dans le même temps à faire prévaloir leurs intérêts en se positionnant comme un élément incontournable du règlement de la question libanaise.

Les Palestiniens et les « forces progressistes », surpris par cette intervention, eurent le sentiment de recevoir un coup de poignard dans le dos. D'autant que les liens de l'État syrien avec certains mouvements palestiniens leur permirent de les utiliser contre l'OLP, provoquant des affrontements fratricides.

Après l'armée syrienne, l'armée israélienne intervint à son tour au Liban. D'abord en 1978, où pendant quelques semaines les chars israéliens menèrent une opération limitée au Sud-Liban. Quatre ans plus tard, le 6 juin 1982, plus de 100 000 soldats israéliens franchirent la frontière libanaise et remontèrent jusqu'à Beyrouth, qui fut assiégée et bombardée jour et nuit. À la suite d'un accord conclu sous le patronage d'un émissaire américain, Arafat parvint à quitter Beyrouth, trouvant refuge à Tunis, tandis que 15 000 fedayin étaient évacués et dispersés dans tout le Moyen-Orient.

Les visées israéliennes allaient au-delà de l'objectif affiché de mettre définitivement un terme à la présence de l'OLP au Liban. Le gouvernement israélien de Begin, plus particulièrement son ministre de la Défense, Ariel Sharon, cherchait à intervenir dans le jeu politique libanais en appuyant l'accession au pouvoir d'un homme susceptible d'être un allié d'Israël. Les élections présidentielles libanaises qui eurent lieu en septembre dans la foulée de l'entrée des soldats israéliens dans Beyrouth, portèrent à la tête de l'État libanais Bechir Gemayel, le dirigeant des phalangistes, les milices chrétiennes d'extrême droite. Le 14 septembre, ce dernier était assassiné. En représailles, ses partisans se livrèrent pendant deux jours, du 16 au 18 septembre, à un massacre systématique dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila, situés dans la banlieue de Beyrouth, massacre commis sous les yeux des militaires israéliens, témoins complices et bienveillants. Les Palestiniens recensèrent plus de 3 000 victimes, hommes, femmes et enfants, souvent horriblement mutilés.

À partir de 1985, l'armée israélienne se retira de la plus grande partie du Liban, n'occupant plus qu'une bande dans le sud du

pays, qui restait sous le contrôle d'une milice chrétienne appuyée, financée et équipée par Israël, l'Armée du Sud-Liban (ASL).

Dans les années qui suivirent, les Palestiniens connurent encore bien des massacres, et leurs camps furent encore bien souvent assiégés. L'épisode le plus sanglant eut lieu en 1987 lors de « la guerre des camps » quand les soldats syriens appuyèrent une offensive de la milice chiite Amal contre les camps palestiniens autour de Beyrouth. Les combats firent plus de 6 000 morts.

À la fin des années 1980, l'OLP, en tant que force militaire, avait cessé d'exister au Liban et son influence politique avait été considérablement réduite. Mais en affaiblissant l'OLP, les dirigeants israéliens contribuèrent à ouvrir la voie au mouvement intégriste du Hezbollah (le parti de Dieu). Ce parti, créé en 1982, acquit une popularité croissante en menant une guérilla pour chasser les soldats israéliens du Sud-Liban.

L'OLP sur la scène internationale

Dans les années 1970, le mouvement fedayin connut une série de défaites qui l'affaiblirent au point qu'au début des années 1980 la « lutte armée » ne constituait plus du tout une perspective. Paradoxalement, ces années qui virent l'OLP s'affaiblir « sur le terrain » furent aussi celles de la reconnaissance officielle dans l'arène diplomatique. Peut-être l'un explique-t-il l'autre : moins il constituait une menace, plus le mouvement palestinien devenait fréquentable.

Le 13 novembre 1974, Arafat avait été invité à l'Onu où, à la tribune, il avait pu tenir un discours dans lequel, dans son style fleuri, il se montrait ouvert à la négociation (« *Fils de Jérusalem,* […] *je suis venu ici tenant d'une main le rameau d'olivier et de l'autre mon*

fusil de révolutionnaire. Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main »). Dans le même mois, une résolution reconnaissait le droit des Palestiniens à disposer d'un État, et l'OLP était admise à l'Onu en qualité d'observateur.

Ce droit fut réaffirmé à plusieurs reprises lors de conférences internationales par les chefs d'État européens aussi bien que par le président américain de l'époque, Jimmy Carter. De cette façon, les dirigeants des grandes puissances se ménageaient un interlocuteur qui pourrait se révéler utile dans une éventuelle situation de crise et préservaient la possibilité de régler par la voie négociée la « question palestinienne », principal facteur d'instabilité au Moyen-Orient.

Mais les États-Unis n'envisageaient pas pour autant de réduire leur soutien à Israël, leur allié le plus sûr dans la région. De leur côté, les dirigeants israéliens ne se montraient pas du tout disposés à négocier avec l'OLP. Ils en restaient à l'attitude résumée, en 1969, par la formule prononcée en 1969 par le Premier ministre israélien de l'époque, Golda Meir : « *Le peuple palestinien, ça n'existe pas.* » De ce fait, la perspective de création d'un État palestinien, même reconnue internationalement, semblait bien lointaine.

Après son départ de Beyrouth, la direction de l'OLP avait trouvé refuge à Tunis. Grâce à l'aide financière d'un certain nombre d'États, notamment de monarchies pétrolières, dont le Koweït qui reversait à l'OLP le produit d'un impôt prélevé sur les Palestiniens présents sur son territoire, l'OLP put entretenir un appareil de plusieurs milliers de fonctionnaires, constituant un embryon d'État.

La première guerre du Golfe, en 1991, sembla éloigner encore davantage les chances de l'OLP de déboucher sur un succès : Arafat ayant apporté son soutien à Saddam Hussein, il le paya par un

isolement politique et par une diminution des subventions provenant des États du Golfe. L'OLP s'en trouva financièrement très affaiblie.

Au lendemain de ce premier conflit américano-irakien, voulant faire un geste en direction des États arabes et de leurs opinions publiques, le président des États-Unis, George Bush père, organisa une conférence à Madrid consacrée aux problèmes du Moyen-Orient. Comme à l'accoutumée, ce sommet très médiatisé ne déboucha sur rien de concret. L'OLP n'y était d'ailleurs pas officiellement invitée, mais certains de ses représentants participèrent à la délégation jordanienne.

À cette occasion se nouèrent très certainement les premiers contacts qui conduisirent, après deux ans de négociation, à la signature des accords d'Oslo. Cela résultait d'un changement d'attitude de la part des dirigeants israéliens, qui ne devait rien à Arafat ou à Bush. C'est l'éclatement de la première Intifada dans les Territoires occupés à partir de 1987 qui obligeait Israël à reconnaître l'existence des Palestiniens sur le plan politique et à accepter de discuter avec l'OLP.

La première Intifada (1987-1993)

Pendant les vingt premières années de l'occupation israélienne, la Cisjordanie et Gaza ne connurent pas de mouvement de révolte important. Même pendant la guerre du Kippour, les Palestiniens continuèrent de passer la « ligne verte » (c'est ainsi qu'on appelle la frontière d'Israël d'avant 1967) pour aller travailler en Israël. Cette passivité apparente semblait donner raison à ceux qui, parmi les

dirigeants israéliens comme Moshé Dayan, pensaient qu'il était possible « d'acheter » la paix sociale en ouvrant le marché du travail israélien aux Palestiniens des Territoires occupés. Ces mêmes dirigeants se disaient partisans d'une « occupation humaine ».

Mais si les Palestiniens se voyaient généreusement reconnaître le droit d'aller en Israël se faire exploiter et sous-payer (par rapport au niveau des salaires israéliens), encore fallait-il obtenir un permis spécial auprès de l'administration militaire. Et il en était ainsi pour tout.

La répression contre les militants de l'OLP était sévère et n'avait rien d'« humaine ». Des milliers d'entre eux furent arrêtés et, sans avoir été jugés, passèrent des années en prison ou dans des camps. Quand un militant était arrêté, il était systématiquement torturé, sa maison était dynamitée, et toute sa famille, punie collectivement, se retrouvait sans toit…

Toutes les rancœurs accumulées au cours des années d'occupation rendaient la situation de plus en plus explosive. En décembre 1987, quand une jeep militaire israélienne heurta un véhicule palestinien dans le camp de Jabaliya, dans la bande de Gaza, causant la mort de quatre Palestiniens, ce fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres. Attroupements, premiers jets de pierres sur les soldats israéliens qui répliquèrent en tirant et en faisant les premières victimes… La première Intifada venait de commencer. Dès lors, tous les jours, pendant des années, les mêmes scènes se reproduisirent. Des jeunes Palestiniens, très jeunes souvent, affrontèrent les soldats israéliens avec des pierres pour seules armes.

Le ministre de la Défense, le travailliste Itzhak Rabin, donna pour consigne aux soldats israéliens de « *briser les os* » des lanceurs de pierres, formule qu'il fallait comprendre au sens propre. Ainsi

des soldats israéliens s'acharnèrent à coups de bâton sur les jambes et les bras de jeunes de moins de vingt ans.

Malgré une répression qui fit plus d'un millier de morts parmi les Palestiniens, malgré des milliers d'arrestations, l'armée israélienne ne parvenait pas à venir à bout de la révolte. Au contraire, elle s'usait et se démoralisait à des tâches de répression contre une population civile.

Chapitre VI

De la signature des accords d'Oslo aux années Sharon (1993-2006)

La société israélienne en crise

Pour la société israélienne, les années 1980 furent une période de doute, de remise en cause et de crise morale. C'est la guerre du Liban qui fut à l'origine de la première crise. Pour la première fois, un mouvement de gauche contestant la politique du gouvernement et son action militaire acquit une audience large dans la population israélienne. Des soldats refusèrent de servir. Une association, Yesh Gvoul (« Il y a une limite »), organisait ces soldats dont certains descendaient du camion militaire à la frontière libanaise, comme le militant d'extrême gauche Warschawski le raconte dans son récit autobiographique *Sur la frontière*. Ils ne furent pas nombreux (un peu plus d'une centaine) mais leurs actions eurent un grand retentissement dans un pays où la population témoignait jusque-là d'un esprit patriotique très profond et d'une confiance totale dans l'armée.

Un mouvement pacifiste, « Shalom Archav » (« La paix maintenant »), organisait des manifestations contre la guerre au Liban qui réunissaient des milliers de personnes. À l'annonce des massacres de Sabra et Chatila, plus de 400 000 personnes manifestèrent pour

témoigner de leur sentiment de révolte et d'indignation. Sharon, reconnu responsable par une commission d'enquête, dut démissionner de son poste de ministre de la Défense, demeurant toutefois membre du gouvernement, en tant que ministre sans portefeuille.

Ceux qui manifestaient étaient jeunes, majoritairement ashkénazes et issus des couches supérieures de la société. Organisateurs et manifestants appartenaient aux milieux de gauche, proches du Parti travailliste, qui se mobilisèrent d'autant plus que les gouvernements étaient dirigés par la droite.

L'éclatement de l'Intifada confronta des milliers de jeunes Israéliens à la réalité d'une sale guerre de type colonial, avec la multitude de tâches de répression dégradantes. Des soldats déclarèrent ne plus vouloir servir dans les Territoires occupés. L'association Yesh Gvoul consacra ses efforts à soutenir ces « refuzniks », comme on les appelait, qui furent parfois condamnés à de la prison. Plus largement, un sentiment de lassitude s'exprimait dans la population.

En 1992, les travaillistes emmenés par Rabin remportèrent les élections après s'être engagés pendant la campagne à ouvrir des négociations avec les Palestiniens. Les contacts avec l'OLP noués d'abord secrètement (les rencontres avaient lieu souvent près d'Oslo) purent prendre un caractère plus officiel et aboutirent en 1993 à la signature des accords d'Oslo, sous les auspices du président américain Clinton.

Les accords d'Oslo et la réalité du « processus de paix »

Les accords d'Oslo (ou Accords Gaza-Jéricho) prévoyaient la mise en place progressive d'une Autorité autonome palestinienne

contrôlant d'abord Gaza et la ville de Jéricho. Par la suite, d'autres accords, dits « d'Oslo II », signés en 1994, découpèrent la Cisjordanie en trois zones : la zone A, représentant 3 % du territoire, devait être administrée par l'Autorité palestinienne ; la zone B, qui en couvrait 27 %, devait être administrée conjointement avec les Israéliens et, le restant, la zone C, soit 70 % du territoire, devait rester sous administration israélienne.

Au terme d'une période de cinq ans, un État palestinien devait voir le jour, souverain sur l'ensemble de la Cisjordanie. Mais cinq ans après la signature des premiers accords, en 1999, aucun engagement israélien n'avait été respecté.

On parlait à cette époque d'un « processus de paix » parce qu'à de nombreuses reprises dirigeants israéliens et palestiniens se rencontrèrent à Wye Plantation, à Camp David, à Taba pour ne citer que les principaux sommets. Mais, en réalité, il n'y a jamais eu de « processus de paix » car il n'y eut jamais de véritables négociations. Sous la pression de l'Intifada, les Israéliens avaient été obligés de concéder aux Palestiniens un embryon d'État capable, espéraient-ils, de faire la police et de tenir sa population, ce que les Israéliens n'étaient plus en mesure de faire. Mais jamais les dirigeants israéliens n'envisagèrent la création d'un État palestinien.

Après la signature des premiers accords d'Oslo, les gouvernements israéliens durent faire face à la pression des mouvements d'extrême droite, en particulier des mouvements de colons, qui les accusaient de faire preuve de faiblesse à l'égard des Palestiniens. Les signataires d'Oslo étaient dénoncés comme des traîtres à la patrie des Juifs, prêts à livrer les colons juifs de Cisjordanie et de Gaza à un futur État palestinien. Le dirigeant travailliste Rabin, celui qui était présenté comme « l'homme de la paix », eut en permanence

le souci de donner des gages à ces mouvements d'extrême droite. L'encre de la signature des accords d'Oslo était à peine sèche qu'il tint à démontrer sa capacité à faire preuve de fermeté à l'égard des représentants de l'OLP, organisant les premiers bouclages des territoires palestiniens, interdisant ainsi aux Palestiniens l'entrée en Israël.

Mais aux yeux des courants nationalistes d'extrême droite, Rabin restait le premier à avoir signé un accord avec les Palestiniens. Cela lui valut le déchaînement d'une campagne de haine qui aboutit, en 1995, à son assassinat par un jeune colon. Les gouvernements qui se succédèrent par la suite, autant celui du dirigeant de droite Netanyahou, à partir de 1996, que celui du travailliste Ehoud Barak, entre 1999 et 2001, ne cessèrent de reculer face aux pressions de l'extrême droite, multipliant les démonstrations d'intransigeance vis-à-vis des Palestiniens.

Le principal moyen de pression utilisé régulièrement par les gouvernements israéliens sur les Palestiniens fut le bouclage de la Cisjordanie et de Gaza qui se retrouvaient donc complètement coupés du reste du monde. Quand Gaza devint territoire autonome, les Israéliens transformèrent cette enclave en un véritable camp d'internement entouré d'un mur hermétique ne disposant que d'un seul point de passage côté israélien, celui d'Erez. Plusieurs heures étaient nécessaires, même en temps normal, pour le franchir. Le gouvernement israélien pouvait à tout moment décider de sa fermeture, et plus d'un million de Palestiniens se retrouvaient alors enfermés dans une prison à ciel ouvert.

Pour la Cisjordanie, la situation n'était pas meilleure. On a pu parler à son propos d'un territoire « peau de léopard » tant étaient nombreuses et dispersées les zones échappant au contrôle de

l'Autorité palestinienne : aux zones prévues par les accords d'Oslo se rajoutaient toutes les colonies de peuplement dont le nombre ne cessa d'augmenter après la signature des accords d'Oslo. Cette extension des colonies juives s'accompagnait de l'expropriation de paysans palestiniens, à la fois pour installer les colons eux-mêmes, mais aussi pour construire des routes réservées exclusivement aux Israéliens et reliant les colonies entre elles ou pour aménager des zones de sécurité interdites à la culture afin de faciliter la surveillance.

Cet émiettement du territoire permettait – et permet encore aujourd'hui – à l'armée israélienne d'interdire la circulation à l'intérieur de la Cisjordanie, avec des conséquences dramatiques pour la vie quotidienne de la population : des villes pouvaient se retrouver coupées plusieurs jours du reste du monde, ne recevant plus d'approvisionnement, en eau notamment ; des paysans ne pouvaient plus rejoindre leurs champs ; des écoliers, dans l'impossibilité de gagner leur école, étaient condamnés à rester chez eux. Sans parler des malades, parfois dans un état grave, qui se voyaient interdire le déplacement jusqu'à un hôpital.

Enfin, dernière conséquence des bouclages à répétition, mais pas la moindre : il était devenu quasiment impossible de travailler en Israël, beaucoup de Palestiniens se trouvant ainsi privés d'une importante source de revenu. Le chômage augmenta au point d'atteindre plus de 50 % dans certains endroits.

Après la création de l'Autorité palestinienne, les conditions de vie de la grande masse des Palestiniens se sont dégradées, la misère a augmenté. Et ils ne se virent même pas épargner les humiliations de la période de l'occupation puisque l'armée israélienne était toujours présente.

L'Autorité palestinienne

Le retour d'Arafat en Palestine, le 1er juillet 1994, donna lieu à des scènes de liesse. Mais cette joie ne dura pas. La majorité des Palestiniens fut rapidement déçue par la nouvelle Autorité palestinienne. La déception fut à la mesure des espoirs qu'elle avait suscités.

L'un des premiers actes de l'Autorité palestinienne fut de constituer une force de sécurité qui acquit en peu de temps une sinistre réputation. En dehors de la police « ordinaire », il existait sept services chargés de la « sécurité », se faisant d'ailleurs concurrence, ayant chacun le droit de prélever des « taxes » ou d'infliger des amendes. L'un d'entre eux, la Force 17, était la garde personnelle d'Arafat. Un autre était dirigé par un membre de la famille d'Arafat, Moussa Arafat, réputé pour ses méthodes violentes et son goût de l'argent. Sur les 135 000 fonctionnaires que comptait l'Autorité palestinienne, la moitié travaillaient dans les différents services de sécurité.

Les opposants, tous ceux qui critiquaient la politique d'Arafat, furent en butte à la répression, et nombre d'entre eux furent arrêtés. Les témoignages sont unanimes pour considérer que les conditions de détention n'avaient rien à envier à celles qui avaient cours pendant l'occupation israélienne.

À la suite d'Arafat arrivèrent tous les membres de l'appareil de l'OLP qui se trouvaient avec lui à Tunis. Ils occupèrent tous les postes de direction de la nouvelle Autorité palestinienne, les ministères, les commissions où s'attribuaient les marchés publics. La corruption sous toutes ses formes devint bientôt manifeste. L'opacité était totale au point que les rentrées liées au commerce extérieur ne figuraient sur aucune comptabilité officielle et allaient directement approvisionner des comptes en Israël.

À Gaza, la population put voir se construire des hôtels de luxe, tandis que rien n'était fait pour améliorer ses conditions de vie misérables. La déception engendrée par ces premières années d'existence de l'Autorité palestinienne entraîna le discrédit du Fatah, le parti d'Arafat, auprès d'une partie croissante des Palestiniens. Et ce discrédit permit à un parti islamiste, le Hamas, de s'affirmer progressivement comme le champion de la lutte contre l'occupation israélienne.

Le Hamas, de la lutte contre l'OLP aux premiers attentats-suicides

L'image de combattant refusant les compromis avec Israël, à laquelle le Hamas devait sa popularité, est en fait relativement récente. Cette organisation est issue du regroupement des associations religieuses créées dans les années 1970 par des militants islamistes appartenant aux Frères musulmans. Dans ces années-là, les islamistes se cantonnaient au terrain religieux et à l'action caritative, s'occupant de l'aide aux pauvres, créant des cliniques, des garderies d'enfants… Leur ennemi principal était moins l'occupant israélien que d'autres Palestiniens, les « mécréants », les militants communistes, les militants laïcs de l'OLP.

Pour cette raison, ils ont pu bénéficier de la bienveillante neutralité des autorités israéliennes qui, espérant diminuer l'influence de l'OLP, ont permis aux associations islamistes de recevoir tout à fait légalement des subventions de l'Arabie saoudite. Grâce à ce financement, le nombre de mosquées à Gaza a triplé entre 1967 et 1987, passant de 200 à 600. Les Israéliens laissèrent aussi se créer l'Uni-

versité islamique de Gaza, seule institution universitaire de la ville, qui devint un vivier de militants islamistes.

Après toute une période de développement « apolitique », conscients du fait qu'ils auraient été complètement marginalisés s'ils étaient restés à l'écart de la lutte qui se menait contre l'occupation israélienne, la majorité de ces militants islamistes décidèrent de créer un parti politique, le Hamas, acronyme de « Mouvement de la résistance islamique ». Les militants du Hamas firent leurs premières armes pendant la première Intifada, mais leur influence restait encore limitée.

En 1993, le Hamas se démarqua de l'OLP en manifestant son opposition aux accords d'Oslo, dénoncés comme une trahison de la cause palestinienne. Mais ni cette opposition ni les premiers attentats-suicides organisés à partir de 1994 ne rendirent le Hamas très populaire dans ces années où la majorité des Palestiniens se réjouissaient encore de la création de l'Autorité palestinienne.

C'est l'éclatement de la deuxième Intifada qui permit au Hamas d'accroître son influence au sein des masses palestiniennes.

La deuxième Intifada (2000)

La deuxième Intifada a éclaté en septembre 2000 à la suite d'une provocation de Sharon, ce général d'extrême droite qui avait été ministre de la Défense au moment des massacres de Sabra et Chatila dont il avait été jugé en partie responsable.

Sharon, sachant ce qu'il allait provoquer, se rendit sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, lieu saint des musulmans mais revendiqué aussi par les Juifs. Son geste avait pour but de réaffirmer la mainmise israélienne sur ces lieux. Des affrontements éclatèrent

dès son arrivée et continuèrent dans les jours suivants. La répression israélienne fut particulièrement sanglante.

La violence de la répression amena, du côté palestinien, à une militarisation de l'Intifada. Les jeunes Palestiniens eurent rapidement le sentiment que lancer des pierres était insuffisant. En grand nombre, ils rejoignirent les organisations nationalistes et leurs milices armées. L'action proposée aux plus déterminés était l'organisation d'attentats-suicides. Ce type d'actions, inauguré par le Hamas, fut repris par la plupart des organisations palestiniennes.

Ces organisations trouvaient ainsi le moyen de canaliser et de contrôler le mouvement de révolte, le réduisant à une lutte menée par une minorité de « martyrs » prêts au « sacrifice suprême ».

La multiplication de ces attentats-suicides, en créant un sentiment de peur et d'insécurité, poussa la population israélienne dans les bras des partisans d'une politique répressive à l'égard des Palestiniens. Les Israéliens qui, quelques années avant, avaient voté majoritairement pour des partis se disant partisans de négociations avec les Palestiniens, eurent le sentiment que cette politique avait échoué, qu'il était impossible de s'entendre avec les Palestiniens. C'est en spéculant sur ce sentiment de peur des Israéliens que Sharon remporta les élections, en février 2001.

L'arrivée de Sharon au pouvoir

En arrivant au pouvoir, Sharon aurait dit : « *Les accords d'Oslo sont morts* .» Rompant avec la politique de ses prédécesseurs, il refusa tout contact avec les dirigeants de l'Autorité palestinienne, désignés comme responsables des attentats et comme les inspirateurs de l'Intifada.

Des assassinats de militants et de dirigeants palestiniens étaient organisés en représailles aux attentats. Ces assassinats étaient présentés par les militaires israéliens comme étant « ciblés », à la différence des attentats palestiniens. Mais peut-on parler d'un assassinat « ciblé » lorsqu'un hélicoptère tire, par exemple, un missile sur la maison dans laquelle le militant visé a trouvé refuge, la détruisant entièrement avec tous ses habitants ?

L'armée israélienne multiplia les incursions en Cisjordanie et à Gaza, tandis que les bouclages étaient rendus quasi permanents. Sur les principales routes, l'armée israélienne mettait en place des *check-points* (points de contrôle), rendant aléatoire et interminable le moindre déplacement. Certains – plus de 600 – étaient permanents, d'autres provisoires. Ce mot, check-point, a envahi la vie quotidienne des Palestiniens.

Toute l'économie palestinienne se retrouva asphyxiée, l'échange de marchandises devenant quasiment impossible. Les Israéliens imposèrent le « cul à cul » : les camions palestiniens devaient décharger leurs marchandises au check-point et un autre camion, de l'autre côté du check-point, devait les prendre en charge.

À plusieurs reprises, le gouvernement israélien cessa de reverser le produit des taxes douanières sur les marchandises exportées par les entreprises palestiniennes, qu'il encaissait depuis les accords d'Oslo pour le compte de l'Autorité palestinienne. Celle-ci se retrouvait privée de l'une de ses principales ressources et dans l'incapacité de payer ses fonctionnaires, dont les salaires faisaient vivre un quart de la population.

En 2002, avec l'opération « Remparts », les chars israéliens réinvestirent les principales villes de Cisjordanie et vinrent mettre le siège devant la Mouqata, résidence du gouvernement palestinien.

Sharon, qui affichait l'objectif de renverser Arafat, n'osa pas aller jusqu'au bout, mais il le maintint prisonnier pendant plus de deux ans dans ce bâtiment en partie détruit, sans eau et sans électricité à certains moments.

Alors que jusque-là l'Autorité palestinienne bénéficiait d'un semblant de reconnaissance de la part des dirigeants israéliens, Sharon fit bombarder tous les bâtiments officiels, les ministères, les casernes abritant les forces de sécurité, toutes les infrastructures construites dans les années précédentes.

Dans les villes réoccupées, l'armée israélienne imposait des couvre-feux qui pouvaient durer plusieurs jours. Dans la ville de Jenine, des quartiers entiers furent détruits au bulldozer sans que les habitants aient été évacués au préalable, des familles entières se retrouvant enterrées sous les gravats.

Le nom de Sharon est aussi associé à la construction du « mur », commencée à l'été 2002, qui doit organiser une séparation totale avec la Cisjordanie. Sharon ne fit que reprendre une idée lancée par les travaillistes quelques années plus tôt.

Ce mur doit se poursuivre sur 700 km, en débordant parfois largement de la « ligne verte », ligne frontière entre l'État d'Israël et les Territoires occupés. Sur certaines portions, il prend la forme d'un mur de béton de 8 m de haut, sur d'autres il s'agit d'une clôture équipée des technologies de surveillance les plus modernes.

Le tracé du mur doit permettre d'intégrer à Israël les principales colonies juives, ce qui reviendrait à annexer plus d'un dixième de la Cisjordanie. Ce mur a été présenté par les dirigeants israéliens comme une « barrière de sécurité » devant protéger les Israéliens des attentats terroristes. Plutôt que d'une barrière de séparation, les Palestiniens parlent plutôt d'une barrière d'annexion !

En 2005, Sharon a organisé le retrait total de l'armée israélienne de la bande de Gaza, d'une façon unilatérale, sans aucune négociation avec les dirigeants palestiniens. Ces quelque cinq mille colons installés à Gaza, partisans du « Grand Israël » et hostiles à la moindre restitution de terres aux Palestiniens, durent être évacués. Sharon, en fait, abandonnait Gaza, difficile à contrôler en raison de la forte concentration des Palestiniens, pour mieux reporter les forces israéliennes sur la Cisjordanie.

Pendant les années Sharon, la colonisation en Cisjordanie s'est poursuivie de plus belle. Même après l'évacuation des colonies de Gaza, le nombre de colons a continué d'augmenter jusqu'à atteindre près de 500 000 personnes[13]. L'argent dépensé par l'État en faveur des colonies représentait, à lui seul, la moitié de l'aide américaine, qui se montait à trois milliards de dollars par an. Avec l'implantation de nouvelles colonies, le gouvernement israélien cherchait à créer une situation irréversible, justifiant les annexions futures.

La politique menée par Sharon n'a fait qu'approfondir encore plus le fossé de haine entre Israéliens et Palestiniens et préparer de nouvelles explosions de violence et les prochaines Intifada.

13. Il y aurait, d'après l'organisation de défense des droits de l'homme, B'Tselem, plus de 300 000 colons en Cisjordanie et plus de 190 000 à Jérusalem-Est.

Chapitre VII

La situation actuelle

Israël, un État marqué par la guerre et des contradictions croissantes

Le sionisme prétendait apporter une solution à la « question juive » en créant une patrie pour les Juifs. La situation des Juifs qui auraient, comme tous les peuples, leur propre État, serait ainsi « normalisée ». Cet État seul serait susceptible de les protéger des persécutions dont les Juifs avaient été victimes tout au long de leur histoire. Telle était en substance la thèse des sionistes.

Sur tous les plans, on ne peut que faire un constat d'échec.

Le sionisme, réponse à l'antisémitisme ? Loin de diminuer l'antisémitisme, la politique d'Israël l'a nourri au sein des populations arabes et au-delà. Il est vrai que sionistes d'hier et d'aujourd'hui ont toujours plus combattu l'intégration des Juifs que l'antisémitisme, considéré comme un phénomène inévitable.

Loin de résoudre la « question juive », le fait qu'Israël soit un « État juif » est à l'origine de tensions et de contradictions qui empoisonnent la vie de beaucoup de ses citoyens. Même quand ils sont juifs, beaucoup d'Israéliens ne sont pas pour autant religieux, mais, du fait des fondements confessionnels de leur État, ils doivent tout

de même subir la loi des rabbins et des tribunaux religieux. La société israélienne est de plus en plus gangrenée par le racisme et les idéologies d'extrême droite favorables à un « transfert » de la minorité arabe qui vit en Israël, voire à un « transfert » des Palestiniens de Cisjordanie au-delà du Jourdain.

Le sionisme n'a pas « normalisé » la situation du peuple juif. Cette idéologie nationaliste n'a apporté aucune solution, elle n'a fait que conduire le peuple juif dans une impasse.

Les mouvements sionistes ont toujours eu pour politique de chercher à imposer par la force la présence des Juifs aux populations arabes du Moyen-Orient. L'État qu'ils ont fondé condamne le citoyen-soldat israélien à mener la vie d'un gardien de prison, régulièrement amené à faire usage de la matraque et du fusil.

Israël compte aujourd'hui sept millions et demi d'habitants. Ce petit pays a été profondément marqué par la guerre. Le service militaire est de trois ans pour les hommes, deux pour les femmes. Les hommes, jusqu'à quarante ans, doivent sept à huit semaines par an reprendre du service au sein de l'armée. Un ancien chef d'état-major pouvait dire du citoyen israélien qu'il était « *un soldat en permission onze mois par an* ».

L'armée a toujours eu une place importante, sinon centrale, dans la société israélienne. Ses généraux ont toujours joui d'une grande influence dans la vie politique. Avant Sharon, Moshe Dayan, réputé pour être « le vainqueur de la guerre des Six Jours », a été l'homme fort du gouvernement Golda Meir entre 1967 et 1973. Rabin a fondé sa carrière politique sur sa réputation de « faucon » acquise alors qu'il était général. Plus généralement, toute une caste d'officiers de carrière joue un rôle déterminant dans la société israélienne, se partageant les postes dirigeants dans les ministères et les entreprises

publiques. Ces dernières années, après la disparition progressive de la génération des « pionniers fondateurs », ce phénomène n'a fait que s'accentuer.

La place centrale occupée par l'armée a aussi un coût économique. L'État a toujours consacré une part très importante de son budget à l'armée. Pendant toute une période, les dépenses militaires se sont accrues jusqu'à représenter un poids intolérable pour les finances publiques : si, en 1966, ces dépenses représentaient 8,7 % du PNB, elles ont atteint 22,7 % du PNB en 1971, et même 32,8 % en 1974. Aujourd'hui, les dépenses militaires ne représentent plus « que » 11 % environ du PIB israélien…

Libéralisme économique et inégalités sociales

Le sionisme des premières années de l'État d'Israël prétendait se fonder sur un idéal socialisant. La société israélienne d'aujourd'hui est bien éloignée de ces valeurs égalitaires. Elle est même devenue la plus inégalitaire de toutes les sociétés occidentales.

Le secteur étatique était auparavant dominant dans l'économie, surtout en y incluant les entreprises qui dépendaient du syndicat Histadrout, qui employaient un tiers de la main-d'œuvre totale. À partir des années 1980, les gouvernements se lancèrent dans une politique de privatisations.

Le dernier symbole du prétendu « socialisme israélien », le mouvement des kibboutzim, est de plus en plus mal en point. En fait, les difficultés sont apparues très tôt, mettant en lumière une réalité qui peut se résumer en une formule : il est impossible de construire

un îlot de socialisme dans un océan capitaliste, contrairement à ce que prétendait l'un des dirigeants du mouvement des kibboutzim.

Les kibboutzim n'ont jamais été rentables et ils ont depuis longtemps dû faire face à un endettement très important. Beaucoup avaient, dès les années 1960, eu recours à de la main-d'œuvre salariée – voire arabe – pour développer des activités industrielles. La crise économique des années 1980 a aggravé considérablement la situation des kibboutzim, au point que la question de leur avenir est posée et régulièrement discutée dans la société israélienne. En 2000, quelque deux cent quarante kibboutzim (cent soixante appartiennent au mouvement Takam, lié au Parti travailliste, et quatre-vingts au mouvement Artsi, lié au Mapam), regroupaient encore près de 5 % de la population et fournissaient 40 % de la production agricole. Mais, quasiment privés aujourd'hui de l'aide de l'État, ils sont menacés de faillite. La plupart ont dû se résoudre à introduire des formes de privatisation à l'intérieur du kibboutz : introduction de salaires au sein même du kibboutz alors qu'auparavant il n'y avait aucun revenu individuel ; les repas pris dans la salle à manger collective sont souvent devenus payants.

À partir de la seconde moitié des années 90, des coupes claires ont été pratiquées dans les budgets sociaux. Les chômeurs de moins de 25 ans se sont vu contraints à accepter les emplois qui leur étaient proposés s'ils ne voulaient pas être radiés. Des femmes seules avec des enfants se sont vues supprimer des allocations qui leur permettaient de survivre.

Initiée par le gouvernement de droite de Netanyahou en 1996, cette politique ne fut pas remise en cause par le gouvernement travailliste qui lui succéda trois ans plus tard.

Le résultat est qu'un enfant sur trois vit, en Israël, sous le seuil de pauvreté. Même les 240 000 rescapés des camps d'extermination vivant en Israël n'ont pas le droit à un traitement de faveur, puisqu'un tiers d'entre eux vit en dessous du seuil de pauvreté…

Le clivage « traditionnel », à la fois ethnique et social entre, d'un côté, Juifs d'origine d'Europe de l'Est, les Ashkénazes, et, de l'autre, Séfarades ou Misrahim, ne s'est pas réduit. Au contraire. Ces Juifs originaires du Moyen-Orient et du Maghreb se voient toujours surnommés avec mépris les « Noirs » d'Israël.

Selon une étude réalisée en 1995, les revenus des Juifs orientaux étaient en moyenne inférieurs de 30 % à ceux des Ashkénazes. Bien qu'au cours des trente dernières années la proportion d'étudiants juifs orientaux ait plus que doublé, ils ne représentaient toujours que 26 % des inscrits en 1995-1996, alors que les Orientaux représentaient 40,2 % de la classe d'âge correspondante.

Sur le plan politique, cela s'est traduit par l'émergence d'un parti spécifiquement séfarade, le Shass (Association des Séfarades gardiens de la Torah), qui, comme son l'indique, appartient à l'extrême droite religieuse et qui est devenu, en quelques années, le troisième parti du pays.

Enfin, il faut mentionner les quelque 100 000 Falashas, ces Juifs originaires d'Ethiopie. Pour les faire venir, l'État israélien avait mis sur pied à plusieurs reprises de véritables ponts aériens aux noms de code bibliques (opérations Moïse, Salomon,…) semblables à celui qui avait été organisé pour les Juifs yéménites. Mais tout comme ceux-ci, les Falashas se sont vu cantonnés aux emplois les plus mal payés ou victimes d'un chômage massif (65 % des plus de 45 ans en 2005 étaient au chômage) et ont été victimes du racisme sous toutes ses formes (en 1996, un scandale a éclaté quand il a été découvert

que les poches de sang collecté auprès des Éthiopiens étaient discrètement et systématiquement détruits par les services de santé).

Un « État juif »… avec de plus en plus de non-Juifs

L'évolution récente de l'État juif n'a fait qu'accentuer des contradictions présentes depuis longtemps dans la société israélienne. Sa population jouit d'un mode de vie qui ressemble beaucoup à celui des pays occidentaux. Par bien des aspects, Israël est un des États les plus modernes du monde, avec une économie fondée sur les « nouvelles technologies », avec des universités à la pointe de la recherche dans bien des domaines, de l'informatique aux biotechnologies. Elle a bénéficié, dans les années 1990, de l'immigration des Juifs de l'ex-Union soviétique, 700 000 personnes souvent très qualifiées… et prêtes à accepter des bas salaires. Désormais, Israël détient la plus forte proportion de scientifiques et d'ingénieurs : 138 pour 10 000 salariés, contre 80 aux États-Unis et 78 au Japon.

Pourtant, ce pays très moderne conserve les caractères arriérés d'un État théocratique, voire « ethnocratique ». En effet, il n'existe pas de nationalité israélienne : il existe une citoyenneté israélienne qui donne, par exemple, le droit de participer aux élections, mais chaque citoyen doit faire enregistrer auprès du ministère de l'Intérieur son appartenance à une nationalité (qui figurait jusqu'en 2005 sur sa carte d'identité). Il existe ainsi une liste de plus de 132 nationalités. Cette distinction vise à préserver une situation particulière et privilégiée – puisqu'Israël est un « État juif » – à ceux qui se sont vu reconnaître la nationalité « juive ». Ce qui est loin d'être automatique. Les polémiques très virulentes à propos de la réponse à donner à la

question : « Qui est juif ? » ont déjà été évoquées[14]. En définitive, seule l'autorité rabbinique se voit accorder le droit de trancher et d'accorder un label de « judéité ». Label qui a été refusé, par exemple, jusque dans les années 1970 aux Juifs éthiopiens, les Falashas.

À l'inverse, un citoyen israélien né d'une mère juive ne pourra échapper à son rattachement à la nationalité « juive ». Cela fut clairement affirmé, en 1972, par la Cour suprême israélienne : la requête d'un citoyen « juif » qui avait souhaité redéfinir sa nationalité comme « israélienne » fut rejetée car, expliquèrent les juges, il n'existait pas de nation israélienne. Plus récemment, en 2007, un tribunal réaffirma cette position en déboutant plusieurs dizaines de personnalités israéliennes qui contestaient le classement ethnique ou religieux de la population (leur démarche avait été appuyée par une pétition lancée par l'association « Je suis israélien » et signée par plus de 11 000 personnes).

Cette conception « ethnico-religieuse » est de plus en plus confrontée à des contradictions liées à l'évolution de la société israélienne que ses fondateurs souhaitaient ethniquement « la plus pure » possible – c'est-à-dire la plus « judaïsée » possible – mais qui est devenue, au contraire, de plus en plus hétérogène.

Il y a bien sûr, en premier lieu, les Arabes israéliens qui, au nombre de 1,5 million, représentent 20 % de la population. Ils sont depuis toujours des citoyens de seconde zone, victimes de discriminations et suspects par nature. Ils sont de fait exclus, contrairement par exemple aux Druzes, du service militaire. Or cela a des conséquences : avoir fait son service permet d'accéder à des bourses pour les études, des aides au logement, d'obtenir plus facilement

14. Voir page 61 et suivantes.

certains crédits. Le salaire horaire des Arabes israéliens était, en 2003, inférieur de 56 % à celui des Juifs.

Dans quelques années, ils représenteront un poids supérieur encore du fait de leur taux de natalité élevé. C'est pourquoi la démographie constitue une obsession des gouvernements israéliens. On pourrait presque évoquer une « guerre démographique » avec un objectif : rester plus nombreux que les Arabes. Ce qui ne manque pas d'encourager l'expression des courants d'extrême droite partisans de l'expulsion de tous les Arabes.

Mais il n'y a pas que les Arabes. Pour remplacer les Palestiniens des Territoires occupés, pour faire « le travail d'Arabe », il a fallu faire appel à d'autres immigrés, issus d'Asie (des Indiens, des Philippins) ou de Roumanie ; ils sont plus de 300 000 immigrés, vivant au bas de l'échelle mais résidant en permanence en Israël. Comme tout pays au niveau de vie occidental, Israël attire de plus en plus d'immigrés qui transitent par l'Égypte, venant d'Afrique. Cela représente un problème nouveau pour Israël. Quelle place ces populations non-juives qui sont amenées à s'accroître toujours plus peuvent-elles trouver dans un « État juif » ?

La question de la « déconfessionnalisation » d'Israël, qui d'État juif deviendrait ainsi un État de tous les citoyens présents sur son sol, se pose d'une façon de plus en plus aiguë. Mais cela constituerait une remise en cause totale de l'idéologie sioniste, à l'origine de la fondation d'Israël.

La victoire électorale du Hamas et la montée des idées islamistes

Du côté palestinien, sur le plan politique, pèse une totale absence de perspective : les luttes des années précédentes semblent

n'avoir eu pour résultat que de donner naissance à une Autorité palestinienne qui n'est que l'ombre d'un État et dont l'existence ne change rien aux conditions de vie de la majorité des Palestiniens.

Après la mort d'Arafat en 2004, celui qui était son Premier ministre, Mahmoud Abbas, a été élu président de l'Autorité palestinienne. Plus encore qu'Arafat, il a cherché à jouer la carte de la modération et de la négociation avec les grandes puissances. Il a cherché à se plier aux conditions posées par ce qu'on a appelé la « feuille de route », un document élaboré par les représentants des États-Unis, de l'Union européenne, de la Russie et de l'Onu, réunis dans un « quartet »… Les dirigeants occidentaux promettaient un État aux Palestiniens dans l'avenir mais il fallait d'abord que ceux-ci démocratisent leurs institutions actuelles. En attendant, l'État israélien pouvait donc continuer de bombarder « démocratiquement » des Palestiniens qui ne faisaient pas assez d'efforts !

Mais le résultat de la « démocratisation » de la vie politique palestinienne ne fut pas celui que les dirigeants impérialistes souhaitaient. En janvier 2006, le Hamas, devenant le premier parti palestinien, remportait la majorité aux élections au conseil législatif palestinien. La politique israélienne était parvenue à jeter une fraction importante des Palestiniens dans les bras des islamistes. Il faut quand même rappeler que cela n'a pas été le raz-de-marée électoral souvent évoqué : le Hamas n'a regroupé que 45 % des suffrages, les 55 % restants ayant fait le choix de voter pour des organisations laïques.

Cela traduit aussi un progrès des idées islamistes, au-delà même de l'influence du Hamas. Ces dernières années, elles se sont progressivement diffusées dans l'ensemble de la société palestinienne. Comme partout, le sentiment religieux se nourrit du désespoir.

La société palestinienne était dans les années 1970 l'une des plus laïques du Moyen-Orient. Dans bien des domaines, le poids de la tradition, de la religion et des clans familiaux restait très fort, mais l'OLP était une organisation laïque avec des Palestiniens de différentes origines – Habache était issu d'une famille chrétienne, par exemple – et la plupart ne faisaient aucune référence à la religion. Les femmes avaient massivement participé au combat politique, y compris à la lutte militaire au sein des milices de fedayin. Ces femmes y avaient gagné une liberté que beaucoup de femmes du Moyen-Orient pouvaient leur envier.

Aujourd'hui, dans les lieux publics des villes palestiniennes, les femmes qui ne portent pas le voile deviennent rares, quels que soient les milieux sociaux. C'est le discrédit de l'OLP qui a entraîné celui du nationalisme laïc et qui a permis à l'islamisme de progresser dans de nombreux domaines. Et l'OLP, pour conserver son influence, a essayé de concurrencer les islamistes sur leur terrain. Arafat, dans les dernières années de sa vie, s'était mis à fréquenter ostensiblement la mosquée. En 2001, une milice liée au Fatah s'est constituée et a pris le nom de « martyrs d'Al Aqsa », référence à la mosquée de Jérusalem. À Ramallah, l'Autorité palestinienne a constitué une police des bonnes mœurs avec pour mission, entre autres, de faire respecter le ramadan. Cet opportunisme a contribué lui aussi à renforcer l'emprise de ces idées réactionnaires sur toute la société.

Le Hamas, après sa victoire électorale, constitua un gouvernement. Il a immédiatement été en butte à l'opposition d'Israël et des grandes puissances occidentales, ces dernières suspendant le versement de leurs aides. Une lutte de plus en plus ouverte et violente a opposé le Hamas et le Fatah, qui refusait de céder les

leviers du pouvoir. Le Fatah bénéficiait du soutien occidental et de l'aide indirecte d'Israël quand, par exemple, l'armée israélienne arrêta, à l'été 2006, plusieurs ministres du Hamas.

Le Hamas dut accepter la formation d'un gouvernement d'union nationale en février 2007. Mais cela ne mit pas un terme aux affrontements qui conduisirent finalement à l'éclatement de l'Autorité palestinienne : au mois de juin 2007, le Hamas a pris le contrôle de Gaza alors que le Fatah gardait, lui, le contrôle de la Cisjordanie. Depuis, les heurts entre partisans du Hamas et ceux du Fatah sont réguliers, aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie.

Les Palestiniens de la bande de Gaza ont dû subir la dictature et « l'ordre moral » imposé par le Hamas. Les opposants, du Fatah mais aussi des autres organisations laïques comme le FPLP, ont été en butte à la répression.

Mais ils ont surtout dû subir la politique terroriste des dirigeants israéliens. Ceux-ci ont soumis la bande de Gaza à un blocus quasi total à certains moments. Les hôpitaux manquent de médicaments. La majorité des habitants de Gaza survivent exclusivement grâce à l'aide alimentaire des organisations humanitaires.

L'opération militaire de décembre 2008-janvier 2009 qui a fait plus d'un millier de morts a transformé Gaza en un champ de ruines, privant les Palestiniens des plus élémentaires infrastructures.

Les dirigeants israéliens prétendaient vouloir affaiblir le Hamas. Mais une telle politique ne peut au contraire qu'accroître les sentiments de haine au sein des masses palestiniennes. Et, à court terme, contribuer à renforcer le Hamas et toutes les organisations intégristes qui prônent la disparition d'Israël.

Quelles perspectives aujourd'hui ?

Ces deux peuples, juif et palestinien, sont aujourd'hui dans une impasse sanglante. La responsabilité première en incombe à la politique de l'État israélien, à la façon dont il s'est créé en s'imposant par la force aux populations arabes de la région. Mais l'histoire de ce conflit montre que ces deux peuples ont été surtout les victimes des calculs cyniques des grandes puissances qui, depuis le XIX^e^ siècle, ont cherché à développer et à maintenir leur emprise sur cette région du monde ô combien stratégique. C'est dans ce cadre que peut se comprendre la politique du mouvement sioniste.

Celui-ci a fait le choix de développer les bases du futur État juif en se faisant le relais de la présence coloniale des Britanniques au Moyen-Orient. Depuis 1948, l'État israélien doit son existence au fait qu'il est devenu une des pièces majeures de la diplomatie américaine dans cette région stratégique du monde.

La revendication du peuple palestinien évincé de ses terres de pouvoir disposer d'un État est historiquement légitime. Plus encore que l'était celle des Juifs qui revendiquaient ce même droit.

Mais quelle forme concrète peut prendre un tel État ? L'Autorité palestinienne, créée après les accords d'Oslo, sera-t-elle ce futur État palestinien ?

S'il en était ainsi, il ressemblerait beaucoup à un bantoustan, ces États fantoches créés par l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid pour y parquer les Noirs loin des régions où habitaient les Blancs.

Cet État palestinien d'un peu plus de deux millions et demi d'habitants ne serait qu'un réservoir de main-d'œuvre pour l'économie israélienne, ce qui permettrait à Israël de maintenir son emprise sur ces territoires qui auraient juste changé de statut. Cela pourrait satisfaire une minorité de dirigeants qui en tireraient bénéfice, mais

pas la grande masse des Palestiniens qui continuerait de connaître la même misère.

Aujourd'hui, plus de deux millions de Palestiniens vivent en Jordanie, au Liban et en Syrie. Un tel État pourra-t-il les accueillir ? Israël n'envisage pas de leur reconnaître « le droit au retour ». Revenir exactement là où ils vivaient avant leur expulsion n'est peut-être pas possible dans bien des cas, mais ce genre de considérations n'empêche pas la loi israélienne de reconnaître ce droit à tous les Juifs du monde. Certains, comme le président américain Bush, ont parlé de la possibilité d'échanger en quelque sorte ce droit contre des indemnisations, mais ce ne sont pas les quelques millions de dollars évoqués qui permettront à ces Palestiniens de quitter les camps où ils vivent depuis des dizaines d'années…

Quant au million d'Arabes israéliens, même s'ils sont traités en Israël comme des citoyens de seconde zone, ils n'iraient pas pour autant s'installer dans un État palestinien où ils seraient assurés de vivre plus mal.

Un tel État ne pourrait vraiment rien changer au sort de la grande majorité des Palestiniens. Le discrédit actuel de l'OLP marque l'échec et l'impasse d'une telle perspective. Et pouvait-il en être autrement ? Les dirigeants nationalistes de l'OLP, toutes tendances confondues, se sont battus pour créer un État palestinien intégré dans le cadre hérité du découpage imposé par les grandes puissances européennes au lendemain de la Première guerre mondiale, cherchant la reconnaissance et l'appui des États arabes de la région. Ne pouvant vaincre Israël, ils pouvaient au mieux tenter de ressusciter l'État arabe mort-né proposé en 1947 par les diplomates de l'Onu. Pour finalement devoir se contenter de la Cisjordanie et de Gaza.

Pour qu'un État palestinien ne soit pas un simple « État-croupion », il faut que l'ensemble des Palestiniens bénéficient des mêmes droits, des mêmes libertés, des mêmes possibilités de se déplacer, dont disposent aujourd'hui les Israéliens. Il faut aussi que l'économie palestinienne puisse devenir viable, de façon que l'ensemble des Palestiniens puissent bénéficier d'un revenu décent, d'un accès à la santé, à l'éducation, au logement. Cela suppose non seulement de mettre fin à la situation d'occupation militaire, au blocus et à tout ce qui en découle ; mais aussi en fait de mettre fin au sous-développement et à l'ensemble du système économique et social qui a perpétué dans toute la région des relations héritées de l'époque coloniale.

Trouver une véritable solution à ce foyer de tensions créé il y a plus d'un siècle nécessitera un bouleversement politique et social qui dépasse la seule question du conflit israélo-palestinien. Mais seule une telle perspective reprise par les classes populaires palestiniennes et israéliennes permettrait d'envisager une sortie de l'impasse dans laquelle les logiques nationalistes ont entraîné ces peuples.

Chronologie

2 novembre 1917 : Déclaration Balfour.

26 juillet 1922 : La Société des Nations (SDN) confie à la Grande-Bretagne un mandat sur la Palestine.

19 avril 1936 : Début d'émeutes et d'une grève générale des Palestiniens.

29 novembre 1947 : Adoption par l'ONU du plan de partage de la Palestine.

14 mai 1948 : Création de l'État d'Israël. première guerre israélo-arabe. Expulsion de 750 000 Palestiniens.

24 avril 1950 : Annexion de la Cisjordanie par la Transjordanie, qui devient le royaume hachémite de Jordanie.

Octobre-novembre 1956 : Intervention franco-britannique sur le canal de Suez. Occupation par Israël de la bande de Gaza.

Octobre 1959 : Création du Fatah par Yasser Arafat, Abou Jihad et Abou lyad.

28 mai-2 juin 1964 : Fondation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dont la présidence est confiée à Ahmed Choukeiri.

5-10 juin 1967 : Guerre des Six Jours : l'armée israélienne conquiert le Sinaï égyptien, le Golan syrien, la Cisjordanie et la bande de Gaza.

4 février 1969 : Yasser Arafat devient président du Comité exécutif de l'OLP.

Septembre 1970 : Une répression sanglante de la part des troupes loyales au roi Hussein s'abat sur les organisations palestiniennes sur tout le territoire jordanien (Septembre noir).

6-25 octobre 1973 : Troisième guerre israélo-arabe, dite du Kippour.

13-16 avril 1975 : Début de la guerre civile libanaise.

17 septembre 1978 : Signature des accords de Camp David entre Israël et l'Égypte, sous l'égide des États-Unis.

6 juin 1982 : Début de l'opération « Paix en Galilée ». Les troupes israéliennes envahissent le Liban et remontent jusqu'à Beyrouth.

15-16 septembre 1982 : Massacre des camps palestiniens de Sabra et de Chatila, dans la banlieue de Beyrouth, par les phalanges chrétiennes sous l'œil complice de l'armée israélienne.

9 décembre 1987 : Début de la « guerre des Pierres », la 1ère Intifada, à Gaza.

28 août 1993 : À Oslo, accord entre Israéliens et Palestiniens sur l'autonomie de Gaza et de Jéricho.

20 janvier 1996 : Yasser Arafat est élu président de l'Autorité palestinienne au suffrage universel.

Septembre 2000 : Début de la deuxième Intifada.

Septembre 2005 : le gouvernement israélien organise l'évacuation militaire de Gaza (ainsi que celle des colonies juives installées dans cette enclave).

Janvier 2006 : Victoire du Hamas aux élections législatives qui forme le 1er gouvernement palestinien qui n'est pas contrôlé par l'OLP.

Juin 2007 : le Hamas, écarté du gouvernement, prend le pouvoir à Gaza tandis que le Fatah conserve le contrôle de la Cisjordanie.

Décembre 2008 : opération « Plomb durci » : après des bombardements sanglants, l'armée israélienne entre à Gaza, faisant plus d'un millier de morts.

Bibliographie

Ouvrages généraux

Laurens (Henry), *La question de Palestine*, Fayard (T. 1 : *L'Invention de la terre sainte, 1799-1922*, 1999/T. 2 : *Une Mission sacrée de civilisation, 1922-1947,* 2002/T. 3 : *L'Accomplissement des prophéties, 1947-1967*, 2007).

Gresh (Alain), *Israël, Palestine. Vérités sur un conflit*, collection « Pluriel » Actuel, Hachette Littératures, 2002.

Sanbar (Elias), *Les Palestiniens dans le siècle*, Découvertes Gallimard, 2007.

Chesnot (Christian), Lama (Joséphine), *Palestiniens 1948-1998. Génération fedayin : de la lutte armée à l'autonomie*, Collection Mémoires, éditions Autrement, 1998.

Sur les Juifs et le sionisme

Rodinson (Maxime), *Peuple juif ou problème juif ?*, La Découverte/Poche, 1997.

Enderlin (Charles), *Par le feu et par le sang, le combat clandestin pour l'indépendance d'Israël*, 1936-1948, Albin Michel, 2008.

Weinstock (Nathan), *Le Sionisme contre Israël*, Maspero, 1969.

Warschawski (Michel), *Sur la Frontière*, collection « Pluriel » Actuel, Hachette Littératures, 2004.

Sur la période de la création de l'État d'Israël

Pappe (Ilan), *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, Fayard, 2006.

Vidal (Dominique), Boussois (Sébastien), *Comment Israël expulsa les Palestiniens (1947-1949)*, Les éditions de l'Atelier, 2007.

Segev (Tom), *Les Premiers Israéliens*, Calmann-Lévy, 1998.

Sur la période récente

ENDERLIN (Charles), *Le Grand aveuglement, Israël et l'irrésistible ascension de l'islam radical*, Albin Michel, 2009.

BRUNSWIC (Anne), *Bienvenue en Palestine. Chroniques d'une saison à Ramallah*, Babel Actes Sud, 2006.

HASS (Hamira), *Boire la mer à Gaza. Chronique 1993-1996* et *Correspondante à Ramallah*. 1997-2003, éditions La Fabrique.

Quelques romans

KOESTLER (Arthur), *La Tour d'Ezra,* Livre de Poche, 1946.

GOUR (Batya), *Meurtre au kibboutz*, Livre de Poche, 1999.

BERTOLINO (Jean), *Les Orangers de Jaffa*, Presses de la Renaissance, 2003 (première édition en 1974).

KHALIFA (Sahar), *Chronique du figuier barbare*, Gallimard, 1978.

KHOURY (Elias), *La Porte du soleil,* Actes Sud, 2002.

ABULHAWA (Susan), *Les Matins de Jénine,* Buchet Chastel, 2008.

Table des matières

Introduction **3**

La Palestine, de l'Empire ottoman au mandat britannique (1920) **4**

La Palestine au sein de l'Empire ottoman 4
La présence juive en Palestine à la fin du XIXe siècle 5
Naissance et développement du sionisme politique avant la Première Guerre mondiale 8
La Première Guerre mondiale 15
Au lendemain de la guerre, le partage du Moyen-Orient 19

La Palestine sous mandat britannique (1920-1948) **23**

Les débuts du mouvement nationaliste arabe 24
La politique du mouvement sioniste sous le mandat britannique 26
Le Yishouv, institutions et vie politique 28
La montée des tensions et la grande révolte arabe (1936-1939) 35
Le Livre blanc de 1939 39
La situation à la veille de la Seconde Guerre mondiale 40

De la naissance d'Israël à la « guerre des Six Jours » (1948-1967) **43**

La lutte des organisations sionistes contre l'occupation britannique 43
Le plan de partage de l'Onu 47
Naissance de l'État d'Israël et déclenchement de la première guerre israélo-arabe 49
L'expulsion des Palestiniens : le nettoyage ethnique 50
La guerre israélo-égyptienne de 1956 56
La guerre des Six Jours (juin 1967) 57

Du « rêve sioniste » à la réalité de la société israélienne **61**

Un État fondé sur la ségrégation à l'égard des Arabes 61
Les premiers Israéliens 64

Institutions et vie politique 67
L'emprise de la religion 70
L'économie israélienne 73

De la naissance d'un mouvement nationaliste palestinien aux accords d'Oslo 76

Des années Nasser à la naissance d'un mouvement palestinien indépendant 76
Le mouvement fedayin et l'impasse du nationalisme palestinien 79
Le massacre de Septembre noir (1970) 82
D'une guerre à une autre (1967-1973) 84
L'accord de paix avec l'Égypte (1978) 85
L'intervention israélienne au Liban 86
L'OLP sur la scène internationale 90
La première Intifada (1987-1993) 92

De la signature des accords d'Oslo aux années Sharon (1993-2006) 95

La société israélienne en crise 95
Les accords d'Oslo et la réalité du « processus de paix » 96
L'Autorité palestinienne 100
Le Hamas, de la lutte contre l'OLP aux premiers attentats-suicides 101
La deuxième Intifada (2000) 102
L'arrivée de Sharon au pouvoir 103

La situation actuelle 107

Israël, un État marqué par la guerre et des contradictions croissantes 107
Libéralisme économique et inégalités sociales 109
Un « État juif »… avec de plus en plus de non-Juifs 112
La victoire électorale du Hamas et la montée des idées islamistes 115
Quelles perspectives aujourd'hui ? 118

Chronologie 121

Bibliographie 123

Dans la même collection

2 La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde

3 Histoire de la mondialisation capitaliste, 1492-1914

À paraître prochainement

Histoire de la mondialisation capitaliste, 2 : de 1914 à nos jours.